

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

DISCIPLINE DES OFFICIERS MINISTÉRIELS

PARTICULIÈREMENT DANS SES RAPPORTS

AVEC

LES MAGISTRATS DU PARQUET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 31 janvier 1914, à 3 heures

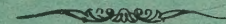
PAR

Armand BOREL DE LARIVIÈRE

Juge suppléant à Evreux

Président : M. CARPENTIER, professeur.

Suffragants { *MM. TISSIER, professeur*
PIÉDELIÈVRE, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

DISCIPLINE DES OFFICIERS MINISTÉRIELS

PARTICULIÈREMENT DANS SES RAPPORTS

AVEC

LES MAGISTRATS DU PARQUET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 31 janvier 1914, à 3 heures

PAR

Armand BOREL DE LARIVIÈRE

Juge suppléant à Evreux

Président : M. CARPENTIER, professeur.

*Suffragants { MM. TISSIER, professeur.
PIÉDELIÈVRE, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914



DE LA

DISCIPLINE DES OFFICIERS MINISTÉRIELS

PARTICULIÈREMENT DANS SES RAPPORTS

AVEC

LES MAGISTRATS DU PARQUET

INTRODUCTION

L'ordre social exige que les « officiers ministériels » dont le ministère, dans les cas déterminés par la loi, est obligatoire, jouissent de la considération du public. Il faut en un mot que le public ait la certitude de pouvoir s'adresser à eux en toute sécurité pour les affaires, souvent de la plus haute importance qu'il est dans l'obligation de leur confier.

Aussi toute étude qui se rattache à la discipline des « officiers ministériels », c'est-à-dire aux moyens destinés à assurer le ponctuel accomplissement des devoirs qui leur incombent, présente-t-elle, à

la fois au point de vue doctrinal et au point de vue pratique, un intérêt de premier ordre.

Le sujet — nous ne nous le dissimulons pas — a déjà été traité sous diverses formes. Mais ce que nous avons tenu à mettre particulièrement en relief, ce sont les attributions qui dans l'ensemble des lois et règlements ont été données, au point de vue spécial de la discipline des officiers ministériels, aux représentants du ministère public.

En sa qualité de représentant de la Société, de par ses fonctions et par les pouvoirs qu'il a reçus de la loi, le Ministère public est pour ainsi dire le *surveillant né* des officiers ministériels.

De cette surveillance découle une double obligation.

La première consiste à assurer leur bon recrutement en ne présentant à l'agrément du Chef de l'État qui les nomme que des sujets dignes à tous égards de la confiance publique. La seconde consiste, par les moyens répressifs dont il dispose, à maintenir dans l'observation des règles de leur profession, ceux qui seraient tentés de s'en écarter.

Tout en nous livrant à une étude générale des règlements relatifs à la discipline des officiers ministériels, c'est cette double obligation du Parquet que nous nous proposons surtout de traiter.

Notre travail sera divisé en deux parties.

Dans la première, nous étudierons, à un point de vue général, la discipline des officiers ministériels, en indiquant les attributions des diverses corporations et leur organisation intérieure au point de vue disciplinaire.

Dans la seconde partie, nous examinerons le rôle du Parquet sous le double aspect dont nous avons parlé ci-dessus.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TITRE PREMIER

Considérations Générales sur la discipline des officiers ministériels

CHAPITRE PREMIER

Définition du mot « officier ministériel » Des officiers ministériels reconnus par la loi

SECTION I

Qu'entend-on par « officiers ministériels » ?

Ayant à traiter spécialement de la discipline des « officiers ministériels » nous avons à rechercher tout d'abord quel est le caractère fondamental et distinctif des personnes auxquelles, dans le langage usuel et le langage juridique, on donne cette qualification.

La loi dans différents textes, et en particulier les articles 1030 et 1031 du Code de procédure civile, parle des officiers ministériels mais elle ne précise nulle part ce qu'il convient d'entendre par cette qualification.

Les auteurs en donnent diverses définitions. D'après Boncenne (1) un officier ministériel est celui qui est nommé par le Gouvernement pour prêter son ministère aux magistrats et aux parties. Carré (1) attribue ce nom à tout officier que la loi oblige à prêter son ministère aux parties lorsqu'il en est légalement requis. Enfin, selon Garsonnet (2), les greffiers, les avoués et les huissiers sont des officiers ministériels, c'est-à-dire des fonctionnaires publics institués par le service de la justice dont on est tenu d'emprunter le ministère et qui ne peuvent le refuser quand ils sont légalement requis de le prêter.

La définition de M. Garsonnet nous paraît trop étroite parce que nous verrons tout à l'heure qu'il existe d'autres officiers ministériels que les greffiers, les avoués et les huissiers. Nous préférons celle de Carré parce qu'elle est plus générale et qu'elle peut s'appliquer à tous ceux auxquels la loi reconnaît la qualité d'officiers ministériels.

A notre avis, un double fait sert à caractériser les « officiers ministériels ». Le premier consiste en ce qu'ils accomplissent un mandat pour lequel la loi leur confère des pouvoirs spéciaux et que

1. Boncenne. *Introduction à l'Etude de la Procédure civile*, p. 583.

1. Carré *Organisation judiciaire*, art. 108.

2. *Traité de procédure civile*, t. 1^{er}, p. 375, § 86.

seuls dans un intérêt d'ordre public, ils ont le droit d'accomplir. Le second tient à ce que, malgré qu'ils soient admis à acquérir ou à céder leurs offices, ils tiennent leur titre des pouvoirs publics qui sont seuls aptes à leur donner l'investiture. En un mot, les officiers ministériels sont sans contredit des « officiers publics ».

Mais de là il ne résulte nullement que les officiers ministériels puissent être considérés comme des « fonctionnaires publics » au moins dans l'entière acception du mot. Il en est ainsi même de ceux auxquels certains textes donnent cette qualité ou dont certaines attributions ont le plus d'analogie avec les fonctions publiques. Les officiers ministériels ne sont ni dépositaires ni agents de l'autorité publique. Ils diffèrent des fonctionnaires et des agents de l'autorité publique en ce que, sauf certaines exceptions, ils exercent leur ministère dans l'intérêt privé des parties (1).

SECTION II

Des divers officiers ministériels reconnus par la loi

La loi de finances du 28 avril 1816 est pour ainsi dire la charte organique des « officiers ministériels », puisque les dispositions qu'elle leur a con-

1. Dalloz. *Rép.*, v^o Officiers publics, n^o 2 et s.

sacrées n'ont pas cessé d'être en vigueur. En même temps qu'elle les a soumis à l'obligation de verser un cautionnement pour assurer la fidélité et l'exactitude de leur gestion, cette loi a rétabli en leur faveur la vénalité des « offices » qui avait été un instant supprimée par les décrets des 29 janvier et 29 septembre 1791 intervenus au cours de la période révolutionnaire (1).

L'article 91 de la loi du 28 avril 1816 est ainsi conçu : « Les avocats à la Cour de cassation, notaires, avoués, greffiers, huissiers, agents de change, courtiers, commissaires-priseurs pourront présenter à l'agrément de sa majesté des successeurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées par les lois. Cette faculté n'aura pas lieu pour les titulaires destitués, etc... »

De la combinaison des articles 88 et 91 de la loi du 28 avril 1816, il résulte que les officiers ministériels reconnus par la loi sont « les avocats à la Cour de cassation, les notaires, les avoués, les huissiers, les agents de change, les courtiers, les commissaires-priseurs ».

Nous omettons avec intention les greffiers. Une controverse s'est élevée depuis de longues années sur la question de savoir si les greffiers peuvent être considérés comme des « officiers ministé-

1. En ce sens : Garsonnet, *op. cit.*, t. I^{er}, § 87.

riels ». Garsonnet soutient l'affirmative (1) ; tout en reconnaissant que les greffiers appartiennent à l'ordre judiciaire et font partie des cours et tribunaux près desquels ils exercent, le savant professeur estime que cela n'est pas suffisant pour qu'on puisse leur dénier la qualité d'officiers ministériels. Les principales raisons invoquées par M. Garsonnet à l'appui de son opinion consistent en ce que les greffiers ne sont pas des magistrats et qu'ils concourent pour certaines ventes avec d'autres officiers ministériels. L'auteur ajoute que les greffiers ont sur leurs charges un droit de propriété analogue à celui des avoués, huissiers et avocats à la Cour de cassation.

Malgré l'autorité de M. Garsonnet, nous croyons que cette opinion est inexacte, sans doute les greffiers ont le droit de présenter un successeur, mais comme le dit M. Morin (2) ce sont surtout des fonctionnaires puisqu'ils sont rétribués par l'État et exercent des fonctions « déléguées par le souverain ». En outre ce qui démontre que les greffiers ne sont pas des officiers ministériels, c'est qu'ils ne dépendent au point de vue disciplinaire que du Président de la Cour, du Président du Tri-

1. Garsonnet, *op. cit.*, t. I^{er}, § 86.

2. Morin. *Traité de la discipline, des cours et tribunaux*, t. I^{er}, p. 93.

bunal, ou du juge de Paix près duquel ils exercent leurs fonctions. Ils ne sont pas soumis aux règles de discipline établies pour les officiers ministériels par le décret du 30 mars 1808 et la loi du 1^{er} mars 1898.

La question a d'ailleurs été tranchée en ce sens par la Cour de cassation. Par deux arrêts en date des 7 mai 1880 et 7 juillet 1881, la Cour suprême a décidé que les greffiers étaient membres des cours et tribunaux et ne pouvaient par suite être assimilés à des officiers ministériels (1).

1. Cass., 7 mai 1880. D. 1880.1.476 ; Cass., 7 juil. 1881. S. 1882.1.282.

CHAPITRE II

Des attributions et de l'organisation au point de vue disciplinaire des diverses corporations d' « officiers ministériels ».

Les officiers ministériels reconnus par la loi peuvent se classer en deux catégories. La première comprend ceux qui concourent à l'administration de la justice, qui en sont les auxiliaires, ce sont les avocats à la Cour de cassation, les avoués et les huissiers. La seconde comprend les officiers ministériels qui n'ont pas un lien direct avec l'autorité judiciaire et qui cependant, comme quelques-uns d'entre eux, sont sous sa surveillance, ce sont les notaires, les commissaires-priseurs, les agents de change et les courtiers.

Nous verrons plus loin que, sauf certaines exceptions, le pouvoir disciplinaire à l'égard des officiers ministériels se partage entre les Chambres de discipline et les cours et tribunaux. Cela nous oblige à faire connaître les règlements de discipline intérieure, *castigatio domestica* suivant l'ex-

pression de Voël (1) que régissent les diverses corporations d'officiers ministériels. Notre étude serait également incomplète, si nous n'indiquions pas brièvement leurs attributions respectives.

A. — *Avocats à la Cour de cassation
et au Conseil d'État*

Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation remplissent des fonctions analogues à celles des avocats au Conseil du Roi sous l'ancien régime. L'institution des avocats à la Cour de cassation tire son origine de la loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation judiciaire. Les avocats au Conseil d'État ont été créés plus tard par l'ordonnance du 11 juillet 1814. D'abord distinctes, les deux fonctions ont été réunies par l'ordonnance du 10 septembre 1817.

Comme leur nom l'indique, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation ont, sauf certaines exceptions, le droit exclusif de plaider et postuler devant ces deux hautes juridictions.

Au point de vue de la discipline intérieure, l'ordre des avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'État est régi par l'arrêté du 13 frimaire

1. Morin. *Discipline des Cours et Tribunaux*, n° 710.

an IX qui a créé les Chambres de discipline des avoués et par l'ordonnance du 10 septembre 1817.

Le Conseil de discipline a le droit de prononcer définitivement les peines de discipline intérieure, tels que l'avertissement, la censure et la réprimande. Pour les peines plus fortes, il a seulement le droit d'émettre un avis. Cet avis est soumis à l'homologation de la Cour de cassation, lorsque l'infraction se rattache aux fonctions d'avocat à la Cour de cassation et à l'homologation du garde des Sceaux lorsqu'elle concerne les fonctions d'avocat au Conseil d'État.

B. — *Avoués*

Les avoués qui ont remplacé les procureurs de l'ancien droit ont été institués sous le droit nouveau par la loi précitée du 27 ventôse an VIII.

A ces officiers ministériels compète exclusivement le droit de représenter les parties devant les tribunaux de conclure et de postuler.

Les avoués sont régis, quant à la discipline intérieure, par l'arrêté du 13 frimaire an IX, qui, comme on l'a dit ci-dessus, a organisé les chambres de discipline de ces officiers ministériels et en a fixé les attributions.

La composition de ces chambres varie suivant

le nombre des avoués en exercice près de chaque tribunal d'arrondissement ou de chaque Cour d'appel. Les peines de discipline intérieure qu'elles sont autorisées à prononcer sont, suivant la gravité des cas, le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, enfin l'interdiction de l'entrée de la chambre.

Quand il s'agit de fautes méritant des peines plus sévères, telles que la suspension des chambres de discipline ne peuvent qu'émettre un avis. Cet avis est déposé au Greffe du Tribunal. Une expédition en est remise au Procureur de la République qui en fait l'usage qu'il juge convenable.

Le syndic de la chambre de discipline a le devoir de la saisir de tous les faits relatifs à la discipline soit d'office, quand il en a une connaissance personnelle, soit sur la provocation ou la plainte des parties intéressées.

C. — *Huissiers*

Les huissiers sous notre droit moderne, tirent également leur origine de la loi du 27 ventôse an VIII. L'article 96 de cette loi décide qu'il sera créé près de chaque tribunal d'arrondissement ou de chaque Cour d'appel, et sur l'avis de ces juridictions, un nombre fixe d'huissiers.

Ces officiers ministériels ont le privilège exclusif de faire toutes les citations et notifications utiles à l'instruction des procès et de mettre à exécution les ordonnances de justice, jugements et arrêts.

C'est le décret du 14 juin 1813 qui a réuni en communautés les huissiers exerçant leurs fonctions dans le ressort de chaque tribunal d'arrondissement et a organisé en même temps pour ces communautés les chambres de discipline.

Ces chambres ont, en ce qui concerne la discipline intérieure, des pouvoirs analogues à ceux dont sont investies les chambres des avoués. Leur compétence ne s'étend qu'aux peines légères. Le droit de prononcer la suspension notamment n'appartient qu'au tribunal auquel les huissiers sont attachés.

D. — *Notaires*

I. — L'organisation moderne du notariat remonte à la loi du 25 ventôse an XI. L'article 1^{er} de cette loi a investi les notaires de la mission très importante de conférer l'authenticité aux contrats auxquels ils prêtent leur concours d'en assurer la garde et d'en délivrer aux parties intéressées des grosses et expéditions.

L'article premier de la loi de ventôse qualifie les

notaires de fonctionnaires publics. Certains auteurs se fondent sur cette qualification pour soutenir que les notaires ne sont pas des officiers ministériels, mais des fonctionnaires publics.

Cette opinion à notre sens ne saurait être admise. Le mot fonctionnaire dans la loi du 25 ventôse an XI a été pris dans un sens large *lato sensu*. Sans doute les notaires ont reçu une délégation très importante de la puissance publique, puisqu'ils ont qualité pour conférer l'authenticité aux actes. Mais ce ne sont pas des fonctionnaires, parce qu'ils ne sont pas sous la dépendance directe de l'État, qu'il ne sont pas rétribués par lui et qu'au surplus ils exercent leur ministère dans l'intérêt privé des parties.

La Cour suprême a d'ailleurs depuis longtemps tranché la question à l'occasion de l'application de la loi sur la presse du 29 juillet 1881. Elle a décidé que les notaires n'étaient pas des fonctionnaires publics et que par suite l'action pour diffamation commise envers un notaire à raison de ses fonctions était de la compétence de la Cour d'assises.

II. — La loi du 25 ventôse an XI contient en ce qui concerne le pouvoir disciplinaire des tribunaux sur les notaires un article très important et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir. Cet arti-

cle (art. 53) décide que toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amendes et dommages-intérêts seront prononcées contre les notaires par le tribunal civil de la résidence à la poursuite des parties intéressées ou d'office à la poursuite et diligence du commissaire du Gouvernement.

Cet article plaçait les notaires dans une situation privilégiée puisque la destitution ne pouvait être prononcée contre eux que par le tribunal de leur résidence et qu'en outre les décisions disciplinaires les concernant étaient toujours susceptibles d'appel. Nous verrons plus loin que la loi du 10 mars 1898 (1) a eu pour objet de donner le même traitement aux autres officiers ministériels.

La loi du 25 ventôse an XI ne créait pas les Chambres de discipline des notaires. Elle renvoyait pour cette organisation à un règlement d'administration publique.

C'est l'arrêté du 2 nivôse an II qui a réalisé cette création. Mais cet arrêté, d'ailleurs très incomplet, a été remplacé par l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui est encore en vigueur aujourd'hui.

Cette ordonnance en même temps qu'elle impose aux notaires certains devoirs et certaines règles professionnelles a ordonné la création près de chaque tribunal de première instance d'une

1. Cass., 21 juin 1884, S. 1886.1.239.

chambre de notaires chargée du maintien de la discipline parmi les notaires de l'arrondissement.

L'article 2 de l'ordonnance fixe les attributions de cette Chambre. Elles sont à peu près identiques à celles dont sont investies les Chambres de discipline des avoués et des huissiers. La Chambre a le droit de prononcer contre les membres de la corporation, certaines peines légères pour les fautes contre la discipline ou infraction aux règlements professionnels ; mais lorsque la peine encourue est celle de la suspension ou de la destitution la Chambre a seulement le droit d'émettre un avis. La délibération contenant cet avis est déposée au greffe du tribunal et une expédition en est remise au Procureur de la République. Les articles 17 et 18 règlent les formes qui doivent être observées pour appeler un notaire devant la Chambre de discipline.

Il n'est pas sans intérêt, car cela a trait au premier chef à la discipline notariale, de rappeler ni un décret du 30 janvier 1890. Ce décret a eu pour objet de prescrire aux notaires la tenue d'une comptabilité régulière. Il a en même temps organisé un mode de vérification de cette comptabilité. Nous n'avons pas besoin de dire que le décret doit avoir des sanctions au point de vue disciplinaire. L'article 11 punit des peines édictées par la loi du 25 ventôse an XI et par l'ordonnance du 4 jan-

vier 1843 les infractions commises par les notaires aux obligations qu'il leur impose. L'article 10 impose au président de la Chambre de discipline l'obligation d'envoyer pour chaque étude au Procureur de la République du ressort un rapport constatant les résultats de la vérification et accompagné de son avis motivé.

Le décret du 30 janvier 1890 donne même au garde des Sceaux le pouvoir de suspendre ou de dissoudre les Chambres de discipline des notaires, au cas où elles ne se conformeraient pas à ses prescriptions.

E. — *Commissaires-priseurs*

Les commissaires-priseurs ont remplacé les jurés-priseurs de l'ancien régime. Ils ont été établis, mais pour le département de la Seine seulement par la loi du 17 ventôse an IX.

Les commissaires-priseurs des départements n'ont été créés que par la loi du 28 avril 1816 et l'ordonnance consécutive du 20 juin 1816.

Les attributions des commissaires-priseurs consistent dans le droit exclusif qui leur appartient de faire les prisées de meubles et ventes publiques aux enchères d'effets mobiliers dans la ville où ils sont établis.

L'ordonnance du 18 juin 1843 qui a fixé le tarif des commissaires-priseurs, réservait au pouvoir exécutif le droit de créer des chambres de discipline pour la compagnie de commissaires-priseurs des départements. Mais en fait cette création n'a jamais été réalisée.

Seuls les commissaires-priseurs du département de la Seine ont une chambre de discipline. Cette Chambre de discipline tire son origine de l'arrêté consulaire du 29 germinal an IX.

Les pouvoirs disciplinaires de la Chambre des commissaires-priseurs de Paris sont identiques à ceux qui ont été conférés aux Chambres de discipline des avoués par l'arrêté organique du 13 frimaire an IX, nous n'insisterons donc pas sur ce point.

Disons seulement qu'indépendamment de la juridiction de leurs Chambres de discipline, les commissaires-priseurs sont également soumis à la juridiction disciplinaire du tribunal de la Seine en vertu du décret du 30 mars 1808 dont nous parlerons plus loin.

Les commissaires-priseurs des départements au contraire sont exclusivement soumis, au point de vue disciplinaire, au Tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions.

F. — *Agents de change*

Avec les agents de change et les courtiers, nous entrons dans une catégorie d'officiers ministériels qui ne sont pas, comme les autres sous la surveillance du Procureur de la République et des tribunaux de première instance. Il entre cependant dans notre sujet de dire quelques mots des attributions et de l'organisation au point de vue disciplinaire de ces officiers ministériels.

Les agents de change doivent leur origine à la loi du 28 ventôse an IX et à l'arrêté du 29 germinal an IX.

Ils ont le privilège exclusif de faire les négociations d'effets publics et autres susceptibles d'être cotés.

Les agents de change figurent parmi les officiers ministériels admis par la loi du 28 avril 1816 à céder leurs charges et à présenter un successeur.

Mais le pouvoir judiciaire est complètement étranger à leur nomination. Aux termes du décret du 7 octobre 1890 qui a codifié les anciens règlements sur la profession d'agent de change, les agents de change sont nommés par décrets contre-signés, soit par le ministre des Finances, soit par le ministre du Commerce et de l'Industrie sui-

vant qu'ils exercent leur ministère près d'une Bourse pourvue ou non d'un Parquet. De plus, les agents de change sont considérés comme commerçants. Ils prêtent serment devant le tribunal de commerce et non devant le tribunal de première instance.

Il en résulte nécessairement que les agents de change échappent au point de vue disciplinaire, à la juridiction du tribunal de première instance et à la surveillance directe du Procureur de la République. Ils ne relèvent au point de vue de la discipline que de l'autorité administrative supérieure qui a le droit de les révoquer et de leurs Chambres syndicales. Ce n'est pas que les tribunaux ordinaires n'aient pas le droit de prononcer contre eux des peines disciplinaires. Mais ils ne peuvent le faire qu'accessoirement, lorsque les agents de change leur sont déférés pour contravention à certaines dispositions du Code de commerce (1).

Les agents de change exerçant leur ministère près d'une Bourse pourvue d'un Parquet, élisent chaque année une Chambre syndicale dont la composition varie suivant l'importance de la corporation.

Les Chambres syndicales des agents de change ont des attributions disciplinaires analogues à

1. En ce sens Cass., 26 janv. 1853, Ch. réun., S. 1853.1.129.

celles des Chambres de discipline des autres officiers ministériels. Elles ont le pouvoir de prononcer elles-mêmes certaines peines. Mais l'article 23 du décret organique du 7 octobre 1890 porte que la suspension qui ne peut excéder deux mois, doit être prononcée par le ministre des Finances. Quant à la révocation, elle ne peut résulter que d'un décret du Président de la République.

Il convient de dire en terminant que les décisions des Chambres syndicales des agents de change comme celles des Chambres de discipline des autres corporations sont soumises au contrôle de la Cour de cassation, la Cour suprême a le droit d'en prononcer l'annulation pour incompétence et excès de pouvoirs (1).

G. — *Courtiers*

Les courtiers ont la même origine que les agents de change.

Il y avait précédemment trois catégories de courtiers dont les attributions étaient réglées par les articles 77 et suivantes du Code de commerce.

Les courtiers de marchandises ont perdu la qualité d'officiers ministériels depuis la loi du 18 juillet 1866 qui a supprimé leur monopole et

1. Cass., 11 janv. 1886, S., 1887.1.16.

rendu libre la profession de courtier en marchandises.

Les courtiers d'assurances maritimes et les courtiers interprètes et conducteurs de navires ont seuls conservé leur monopole et par suite la qualité d'officiers ministériels.

Toutefois les courtiers de marchandises, bien qu'ayant cessé d'être officiers ministériels, se sont vu octroyer par la loi de 1866 certains avantages ; à la condition de se faire inscrire sur une liste dressée par le tribunal de commerce du lieu de leur résidence et de prêter serment devant ce tribunal les courtiers en marchandises ont le droit exclusif de procéder à la vente publique des marchandises aux enchères et en gros. En outre les courtiers de commerce inscrits sont soumis au point de vue disciplinaire à la juridiction d'une Chambre syndicale qui a le droit de prononcer contre eux des peines allant jusqu'à la radiation, mais sauf appel devant le Tribunal.

Les Chambres syndicales des courtiers d'assurances maritimes et des courtiers conducteurs et interprètes de navires qui sont demeurés officiers ministériels ont été organisés par le décret des 5-23 janvier 1867. Les Chambres syndicales sont communes aux courtiers et aux agents de change dans les villes où existe une Bourse non pourvue d'un parquet.

Les Chambres syndicales ont le droit de prononcer des peines disciplinaires contre les membres de la corporation. Mais leurs décisions peuvent être l'objet d'un recours en cassation (1).

Nous rappelons en terminant que la corporation d'agents de change et de courtiers échappent à la surveillance directe du Procureur de la République. Ils n'ont pas été visés en un mot par les articles 45 et 46 de la loi du 20 avril 1810 dont nous parlerons plus loin. Nous avons cru néanmoins qu'il entraînait dans notre sujet d'en faire connaître brièvement l'organisation au point de vue disciplinaire.

1. Douai, 28 juin 1877. S., 1878.2.13.

CHAPITRE III

Nécessité de la discipline dans les corporations d'officiers ministériels. — Juridictions chargées de la sanctionner. — Faits auxquels elle s'applique.

SECTION II

Nécessité de la discipline. — Juridictions chargées de la sanctionner

I. — Nous avons déjà indiqué la nécessité qui s'imposait de soumettre les officiers ministériels à une étroite discipline.

Quoi qu'ils ne soient pas des fonctionnaires, les officiers ministériels remplissent cependant une sorte de mandat public puisqu'ils ont été spécialement institués pour accomplir dans l'intérêt des citoyens certains actes qui intéressent au plus haut degré leur personne, leur fortune et leurs biens. De plus quelques-uns d'entre eux participent à l'administration de la justice suivant l'expression dont s'est servi l'orateur du gouvernement Réal dans l'exposé des motifs de la loi du 25 ventôse an XI, il faut donc pour les officiers

ministériels « un Code pénal plus sévère, un tribunal plus austère que pour le commun des hommes ».

Après avoir démontré que chaque corps de fonctionnaires, dans l'État doit avoir ses règles professionnelles et se soumettre à une discipline, M. Morin (1) conclut aussi : « Il y a plus de raisons encore pour qu'une discipline réglée avec des juridictions spéciales existe aussi dans l'ordre judiciaire qui comprend, avec la magistrature divisée en corps ou compagnies et composée de membres nombreux le barreau constituant un ordre et prétendant à beaucoup de franchises, ainsi que différentes corporations d'officiers ministériels ayant aussi des droits limités et dont certains membres commettent parfois des fautes. »

Ce besoin de discipline s'est imposé dès l'origine des diverses corporations d'officiers ministériels. Sous l'ancien droit procureurs, huissiers, greffiers, étaient soumis à des ordonnances et à de nombreux règlements qui déterminaient avec précision leurs devoirs et leurs droits. Les infractions à des règles disciplinaires étaient punies par les parlements sur l'initiative du ministère public et au besoin par le chancelier, chef suprême de la justice « qui était chargé de veiller à ce qui con-

1. Morin, *op. cit.*, t. I^{er}, *Introduction*, p. 19.

cerne l'administration de la justice dans tout le royaume d'en rendre compte au roi, de prévenir les abus qui pourraient s'y introduire, etc... » (1)

Certains corps avaient même organisé de véritables Chambres syndicales chargées de veiller à l'observation des règles de discipline. Il en était ainsi des Procureurs qui avaient une Chambre de postulation dont les membres étaient élus par la corporation. Cette Chambre avait pour mission de faire exécuter les règlements pour la postulation et de rechercher et poursuivre les contrevenants (2).

Les notaires royaux, assemblés en communautés dans les grandes villes, avaient eux-mêmes des syndics qui remplissaient pour eux les fonctions attribuées aujourd'hui aux Chambres de discipline.

Le législateur dans notre droit moderne s'est manifestement inspiré de ces institutions. Il a soumis les officiers ministériels à une double juridiction, celle de leurs Chambres de discipline et celle des cours et tribunaux.

La juridiction des Chambres de discipline résulte des règlements que nous avons énoncés ci-dessus. Celle des tribunaux résulte en ce qui concerne les officiers ministériels qui leur sont attachés des

1. Guyot. *Rép.*, t. V, V^o *Chancelier*, p. 277.

2. Ferrière. *Dictionn. de droit*, t. I^{er}, p. 262.

dispositions des articles 102, 103 et 104 du décret réglementaire du 30 mars 1808, et en ce qui concerne les notaires de l'article 53 cité plus haut de la loi du 25 ventôse an XI.

L'article 102 du décret de 1808 donne aux tribunaux le droit de prononcer des injonctions contre les officiers ministériels commettant des infractions aux lois et règlements.

L'article 103 qui se rapporte plus particulièrement à la discipline distingue entre les fautes de discipline commises ou découvertes à l'audience et celles qui ne se seraient point passées ou qui n'auraient point été découvertes à l'audience. D'après cet article chaque Chambre a le droit de connaître des fautes de discipline qui se produisent à son audience. Quant aux fautes qui ne rentrent pas dans ce cas, le même article dispose que les mesures disciplinaires les concernant seront arrêtées par le Tribunal en assemblées générales à la Chambre du conseil sur le réquisitoire du ministère public ou sur les plaintes des parties intéressées. Ledit article ajoute que les mesures disciplinaires prises par les tribunaux dans le cas dont nous parlons ne pourront faire l'objet ni d'un appel ni d'un recours en cassation, sauf le cas où la suspension serait prononcée par jugement du tribunal.

Enfin l'article 104 impose au ministère public

près de chaque tribunal l'obligation d'informer immédiatement son supérieur hiérarchique, le procureur général de toute mesure disciplinaire prise par le tribunal à l'égard d'un officier ministériel de son ressort.

Nous avons fait connaître ci-dessus les dispositions de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an XI relative à la discipline notariale.

La comparaison de ce dernier texte avec celui des articles 102, 103 et 104 du décret réglementaire du 30 mars 1808, fait ressortir la différence de traitement qui existait, au point de vue du pouvoir disciplinaire des tribunaux à leur égard, entre les notaires et les officiers ministériels spécialement accrédités près des diverses juridictions contentieuses.

Alors que la destitution des notaires ne pouvait être prononcée que par le Tribunal civil de leur résidence, la destitution des autres officiers ministériels était soumise au libre arbitre du garde des Sceaux. Celui-ci n'avait pas seulement le droit de réviser les condamnations disciplinaires dont ils avaient été l'objet de la part des tribunaux et de substituer la destitution à une peine disciplinaire inférieure. Il pouvait même prononcer la destitution *ex proprio motu* en dehors de toute poursuite disciplinaire (1).

1. Cass., 30 juin 1890. S. 91.1.84 ; Cass., 30 mars 1896. S.

Seconde différence. — Les décisions des tribunaux prononçant la suspension ou la destitution des notaires étaient rendues dans les formes ordinaires, c'est-à-dire après débats ou audience publique. Elles étaient en outre susceptibles d'appel. Celles qui statuaient en matière disciplinaire contre les autres officiers ministériels étaient au contraire rendues en la Chambre du conseil sans aucune publicité et ne pouvaient être frappées d'appel. Elles ne constituaient en somme que de simples avis soumis à l'approbation du garde des Sceaux, qui décidait souverainement.

La loi du 10 mars 1898 est venue apporter une heureuse modification à cet état de choses.

L'article 1^{er} qui n'est d'ailleurs que la reproduction littérale de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an XI, est ainsi conçu : « Toutes suspensions, « destitutions, condamnations d'amende et de « dommages-intérêts seront prononcées contre « les avoués, huissiers et commissaires-priseurs « par le Tribunal civil de leur résidence, à la « poursuite des parties intéressées, ou d'office à « la poursuite et diligence du Procureur de la République. Ces jugements seront sujets à appel « et exécutoires par provision excepté quant aux « condamnations pécuniaires ».

97.1.357 ; Voir aussi note de M. Hauriou sous Cons. d'Etat, 17 janvier et 22 mai 1896. S. 97.3.97.

L'article 2 de la loi du 10 mars 1898 modifie l'article 102 du décret du 30 mars 1808, en ce sens que les tribunaux, qui n'avaient auparavant que le droit de provoquer la destitution sont maintenant autorisés à la prononcer s'ils le jugent nécessaire.

Enfin le même article 2 de la loi du 10 mars 1898 abroge les deuxième et troisième paragraphes de l'article 103 du décret de 1808 et change ainsi qu'il suit le texte du premier paragraphe : « Dans les
« cours et tribunaux de première instance, chaque
« Chambre doit connaître des fautes de discipline
« qui auraient été commises à son audience. »
En un mot, le texte du premier paragraphe de l'article 103 du décret de 1808 est modifié en ce sens que la compétence de chaque Chambre ne s'étendra plus aux faits qui seraient seulement découverts à l'audience.

Les officiers ministériels, qui concourent à l'administration de la justice se trouvent donc désormais placés au point de vue disciplinaire sous le même régime que les notaires. L'action disciplinaire s'exerce en ce qui concerne les uns et les autres, dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes. Toutes les solutions admises par la jurisprudence à l'occasion des poursuites intentées, devant les tribunaux, contre les membres du notariat, sont par suite applicables aux procédu-

res contre les avoués, les huissiers, les commissaires-priseurs.

En faveur de la réforme proposée on a invoqué surtout la nécessité de soustraire les officiers ministériels à l'arbitraire du pouvoir central qui aurait pu, a-t-on dit, être tenté d'abuser, dans un intérêt politique de sa faculté de révocation. On a ajouté que cette idée de révocation se conciliait mal avec la garantie de propriété assurée aux titulaires d'officiers ministériels par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816. A cette objection les adversaires de la loi du 10 mars 1898 répondent que le pouvoir réservé au gouvernement de prononcer seul la destitution lui permettait de maintenir une certaine unité dans l'application des peines disciplinaires et de porter remède à la sévérité excessive de certains tribunaux comme à la trop grande indulgence de quelques autres.

Nous ne partageons pas cette opinion. Les tribunaux devant lesquels les officiers ministériels sont appelés à répondre de leurs fautes ont certainement une plus grande indépendance que le garde des Sceaux qui représente en somme le pouvoir politique. Il y a donc des chances pour que la décision des tribunaux soit plus impartiale que celle du ministre soumis aux contingences de la politique. En tout cas, s'il arrivait que les tribunaux se montrassent trop sévères ou trop indulgents, il y

aurait toujours la ressource de l'appel qui est expressément réservé, tant au ministère public qu'à l'officier ministériel.

Quant à la modification apportée au premier paragraphe de l'article 103 du décret du 30 mars 1808, elle s'explique aisément. On conçoit très bien que, dans la première hypothèse, la Cour ou le Tribunal se saisissent immédiatement d'une contravention en quelque sorte flagrante ; c'est l'application à la matière de la règle écrite dans l'article 181 du Code d'Instruction Criminelle. Lorsqu'il s'agit au contraire d'une faute simplement découverte à l'audience, il n'y a pas d'intérêt, alors que son auteur peut ne pas être présent à déroger au droit commun. Si par exemple la faute a été découverte à l'audience d'une Chambre, d'une Cour d'appel, on ne voit aucune raison d'appliquer à la partie poursuivie une procédure exceptionnelle qui aurait pour effet de la priver de la garantie résultant du double degré de juridiction.

II. — Les deux juridictions devant lesquelles les officiers ministériels peuvent être traduits pour fautes contre la discipline présentent l'un à l'égard de l'autre des dissemblances qu'il importe de signaler.

Il y avait intérêt à ce que pour des infractions légères à leurs obligations professionnelles, les officiers ministériels comparussent devant leurs

pairs, c'est-à-dire devant les Chambres de discipline qui sont une délégation de la corporation tout entière. Ces Chambres de discipline comme le fait remarquer très justement M. Morin, constituent en quelque sorte un tribunal de famille. L'absence de publicité et le secret des délibérations sont pour l'officier ministériel appelé devant cette juridiction paternelle des garanties tout à fait appréciables.

Aussi comme nous l'avons déjà dit aux Chambres de discipline est réservée la connaissance des fautes légères. C'est ce qu'on appelle la discipline intérieure *castigatio domestica*. Le tribunal ne peut être saisi que lorsque les faits reprochés à l'officier ministériel sont de nature à entraîner contre lui soit la suspension, soit la destitution.

Ajoutons d'ailleurs que, d'après une jurisprudence constante, les Chambres syndicales ne peuvent prononcer d'autres peines que celles que les règlements de discipline intérieure leur permettent d'appliquer (1). Enfin les Chambres de discipline ne peuvent statuer valablement que lorsque leur composition est conforme aux prescriptions des règlements organiques qui les concernent (2).

1. Cass. civ., 5 août 1896, D. 1897.1.16, Cass., 15 avril 1902, D. 1902.1.255.

2. Cass. civ., 1^{er} avr. 1903, D. 1903.1.248.

Bien entendu comme le fait remarquer M. Morin (1) le pouvoir disciplinaire n'appartient qu'aux Chambres de discipline. Les officiers ministériels réunis en assemblée générale n'ont aucun pouvoir juridictionnel.

Une autre différence existe entre la juridiction des Chambres de discipline et celle des tribunaux ; les décisions des Chambres de discipline ne peuvent être frappées que d'un recours en cassation pour incompétence ou excès de pouvoir. Nous devons faire observer que la Cour suprême se montre très large dans l'appréciation des faits constitutifs de l'excès de pouvoirs. Elle n'hésite pas à casser les décisions de la Chambre de discipline chaque fois qu'elle constate l'irrégularité de leur composition ou que les droits de la défense n'ont pas été observés (2).

A l'encontre des décisions rendues par les Chambres de discipline, les jugements des tribunaux en matière disciplinaire sont susceptibles d'appel. Bien que la loi du 10 mars 1898 ne s'explique pas expressément le droit d'appel s'applique à tous les cas sans distinction entre les fautes commises à l'audience et celles qui lui sont étrangères. Cela est d'autant plus incontestable qu'avant la loi du

1. Morin, *op. cit.*, t. II, n° 702 quater.

2. Cass. civ., 1^{er} av. 1903, D. 1903. 1.248.

10 mars 1898, les décisions rendues à l'occasion de fautes commises à l'audience étaient considérées comme susceptibles d'appel. Seules les mesures prises par les tribunaux en assemblées générales n'en étaient pas susceptibles (1).

SECTION II

Fautes passibles de l'action disciplinaire

Les règlements de discipline intérieure qui régissent les diverses corporations d'officiers ministériels ainsi d'ailleurs que le décret du 30 mars 1808 se bornent à indiquer les peines qui peuvent être prononcées contre les officiers ministériels pour fautes contre la discipline. Mais ils ne font connaître et ne pouvaient pas faire connaître la nature de ces fautes, leur caractère constitutif. Les tribunaux comme les Chambres de discipline elles-mêmes jouissent donc à cet égard de la plus grande latitude et d'un droit d'appréciation très étendu.

La jurisprudence et la doctrine ont cependant posé en la matière certains principes conducteurs.

Suivant M. Morin (2) les infractions aux règles de la profession ne sont pas les seules fautes qui

1. Garsonnet, *Traité de procédure civile*, t. 1^{er}, p. 440-441.

2. Morin, *op. cit.*, t. II, n° 646 et suiv.

puissent être frappées d'une peine disciplinaire. La discipline n'a pas seulement pour objet l'exécution des lois organiques. Elle admet aussi des prescriptions qui doivent assurer aux corps constitués aux corporations d'officiers ministériels la considération dont ils ont besoin pour remplir le but de l'institution. Or la dignité de la justice ou d'un corps peut être compromise par des faits antérieurs à l'entrée en fonctions à la nomination même, comme par des faits déjà anciens et récemment révélés. Il faut que celui qui a commis des fautes non entièrement effacées n'importe à quelle époque en subisse les conséquences devant les autres membres du corps dans lequel il est entré. Cette dignité peut aussi se trouver altérée, non seulement par des fautes commises dans l'exercice des fonctions, mais encore par des faits relatifs à la vie privée capable de déconsidérer l'officier public et de nuire par là même à la corporation dont il fait partie.

Il faut donc admettre que les faits de la voie privée et même les faits antérieurs aux fonctions peuvent motiver contre l'officier ministériel des poursuites disciplinaires. La Cour suprême s'est prononcée en ce sens à diverses reprises (1).

Mais ces principes toutefois ne devraient pas être poussés à l'extrême.

1. Cass., 7 av. 1851, D. 1851.1.90, Cass. req., 20 juill. 1869, D. 71.1.328, Cass., 23 fév. 1887, D. 87.1.396.

Ainsi que le disait déjà en 1821 le procureur général Dupin (1), il faut tenir compte du secret du foyer domestique. Les désordres privés ne peuvent servir de base à une poursuite disciplinaire contre un officier ministériel que s'ils sont patents et ont acquis une notoriété scandaleuse.

En ce qui concerne les faits antérieurs à la nomination une plus grande réserve s'impose encore. Il est évident qu'un acte qui, à l'époque où il a été accompli, était parfaitement licite, ne peut devenir répréhensible du fait que son auteur serait entré dans une profession le considérant comme illicite.

La Cour suprême a vu toutefois un acte susceptible de donner naissance à l'action disciplinaire dans le fait par un officier ministériel d'avoir dans le traité de cession passé avec son prédécesseur dissimulé le prix véritable de l'office. Elle s'est fondée sur ce que cette fraude, bien qu'antérieure à la nomination était censée se continuer au cours de l'exercice des fonctions (2).

Il serait trop long d'énumérer ici tous les cas dans lesquels les tribunaux ou les Chambres de discipline ont considéré qu'une faute devait être imputée aux officiers ministériels. Les espèces varient à l'infini.

1. Cass., 6 nov., 1850, S. 50.1.791.

2. Cass. 6 nov. 1850, S. 50.1.791.

Il résulte cependant très nettement de la jurisprudence que pour donner lieu à l'action disciplinaire les faits reprochés doivent être contraires à l'honneur où à la délicatesse, et qu'en outre, il n'y a pas faute dans le fait par un officier ministériel d'avoir usé d'un droit concédé par la loi (1).

Conformément à ces principes, la Cour de cassation a décidé que le fait par un officier ministériel de ne pas payer dans le délai fixé la quote-part mise à sa charge dans le prix d'un office supprimé ne constituait pas une faute disciplinaire. Il n'y avait rien là en effet qui entachait l'honneur ou la délicatesse de l'officier ministériel visé (2).

Enfin, par un arrêt récent du 19 novembre 1912 (3) la Cour de cassation n'a pas estimé qu'on pouvait reprocher à faute à un notaire le fait de n'avoir pas obéi à une circulaire du garde des Sceaux. Il s'agissait dans l'espèce d'une circulaire prescrivant aux notaires de dresser des extraits de tous actes translatifs de propriété et de les déposer au bureau d'enregistrement. La Cour suprême a considéré que l'obligation imposée aux notaires ne résultait pas de la loi, et qu'ainsi le

1. Civ. Cass., 10 av. 1895, D. 95.1.342, Civ. Cass., 26 janv. 1909, D. 09.1.96, Cass. 14 janv. 1909, D. 09.1.359.

2. Cass., 25 juin 1889, S. 91.1.313.

3. *Gazette des Tribunaux* du 6 décembre 1913.

notaire incriminé n'avait commis aucune faute en ne s'y conformant pas alors surtout qu'il n'y avait dans son attitude rien d'offensant pour le ministre de la Justice.

On s'est demandé si la démission de ses fonctions peut soustraire un officier ministériel à l'action disciplinaire. M. Morin (1) estime qu'il ne peut en être ainsi qu'autant que la démission a été acceptée par l'autorité compétente. Il a été jugé, conformément à cette opinion que le remplacement d'un notaire et la prestation de serment de son successeur ont pour effet de l'affranchir des poursuites disciplinaires (2).

Cette opinion nous paraît très juste. Une fois la démission acceptée, l'action disciplinaire n'a plus d'objet puisque l'officier ministériel a perdu irrévocablement son titre d'officier public et ne peut plus par suite encourir ni suspension ni destitution. Objecterait-on que la poursuite peut avoir son utilité à titre d'exemple. Il serait facile de répondre que le caractère des décisions disciplinaires a un caractère beaucoup plus administratif que répressif et qu'il est de bonne administration de ne pas divulguer des fautes que la démission expie suffisamment.

1. Morin, *op. cit.*, t. II, n° 663.

2. Cass., 28 juillet 1897, S. 98.1.268.

TITRE II

Rôle et attributions du ministère public en ce qui touche la discipline des officiers ministériels

CHAPITRE PREMIER

Intervention du ministère public quant à la nomination des officiers ministériels

Les magistrats du Parquet en leur qualité de représentants de la société ne sont pas seulement tenus de rechercher dans l'étendue de leur ressort les crimes et délits et d'en déférer les auteurs aux tribunaux, ils ont également pour mission de protéger les incapables, de surveiller l'exécution des lois et d'empêcher qu'aucune atteinte ne soit portée à l'ordre public. C'est ainsi notamment qu'ils peuvent agir d'office, en matière civile dans cer-

tains cas spécifiés par les textes législatifs (1).

Les officiers ministériels étant chargés d'accomplir une mission dont l'exécution touche à l'ordre public, il était naturel qu'ils fussent placés sous le contrôle des fonctionnaires chargés spécialement du maintien de l'ordre public. Aussi les articles 45 et 47 de la loi du 20 avril 1810 ont-ils confié expressément aux procureurs généraux et à leurs substituts la surveillance des officiers ministériels de leur ressort. L'ordonnance du 26 juin 1816 qui comme on l'a dit plus haut a décrété l'établissement d'office de commissaires-priseurs dans les chefs-lieux d'arrondissement, a, par son article 14, formellement déclaré que ces officiers ministériels seraient placés sous la surveillance des procureurs près les tribunaux de première instance.

La surveillance et le contrôle du ministère public s'explique d'ailleurs d'autant mieux, à notre avis, que les officiers ministériels ne sont pas de véritables fonctionnaires et qu'ils ne relèvent pas par suite de l'autorité directe et immédiate de l'État.

La surveillance du ministère public sur les officiers ministériels s'exerce de deux façons ; d'une

1. Art. 46, loi du 20 avril 1810, Debacq. *Action du ministère public en matière civile*, p. 2 et s. Massabieu. *Manuel du ministère public*, 4^e édit., n° 567 et suiv.

façon que nous qualifierons de préventive par son intervention dans leur nomination, et d'une façon active par le droit qui lui appartient, en cas de manquement à leurs devoirs professionnels de les déférer aux tribunaux ou de les dénoncer à la censure de leurs Chambres de discipline.

Nous étudierons dans le chapitre suivant l'exercice de cette action disciplinaire. Le présent chapitre sera consacré au rôle joué par le ministère public dans la cession des offices ministériels, à l'exception des offices d'agents de change et de courtiers pour lesquels le Parquet ainsi qu'on l'a vu ci-dessus n'a pas à intervenir.

Le droit pour le ministère public de s'immiscer dans la cession des offices ministériels et de la contrôler dérive de l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 dont nous avons déjà indiqué le texte. Cet article qui a donné aux officiers ministériels le droit de disposer de leurs charges et de présenter un successeur à l'agrément du chef de l'État, a subordonné cette faculté à l'accomplissement de certaines conditions réglées en grande partie par des circulaires ou décisions ministérielles.

C'est pour surveiller l'exécution de ces conditions que doit s'exercer le contrôle des officiers du Parquet.

Si dans les rapports du cédant avec le cessionnaire, un office est meuble et le droit du titulaire

une propriété (1) il n'en est pas de même dans les rapports du titulaire avec l'État. La propriété des offices vis-à-vis de l'État ne consiste que dans le droit de présentation. Ce droit de présentation ne compète qu'au titulaire, à la veuve et à ses héritiers. Il ne fait nullement obstacle à l'exercice de la faculté qu'a le Gouvernement de refuser son agrément, s'il estime que les conditions exigées par les règlements ne sont pas remplies.

Les demandes ayant pour objet la nomination des candidats aux offices ministériels sont instruites par les officiers du Parquet. L'instruction est confiée au chef du Parquet du tribunal de première instance s'il s'agit d'officiers ministériels attachés à ce tribunal ou exerçant dans son ressort, avoués, huissiers, notaires, commissaires-priseurs. L'instruction est faite par le Procureur général, s'il s'agit d'avoués exerçant près les Cours d'appel. Enfin l'instruction appartient au Procureur général près la Cour de cassation s'il s'agit d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.

Les demandes doivent être accompagnées d'un certain nombre de pièces dont la nature a été pré-

1. Garsonnet et César Bru. *Traité de procédure*, 3^e édit., t. I^{er}, n^o 224.

citée dans une circulaire de la chancellerie du 28 juin 1849 (1).

Les principales pièces à produire sont tout d'abord celles qui attestent l'existence des conditions d'aptitude imposées au cessionnaire. Il est de la plus grande importance en effet que l'exercice des fonctions d'officier ministériel ne soient confié qu'à des candidats susceptibles par leur savoir de les remplir à la satisfaction du public.

Les autres pièces indispensables sont l'acte de démission du cédant écrit sur papier timbré et revêtu de sa signature légalisée, deux exemplaires du traité destiné l'un à la chancellerie et l'autre au Parquet de la Cour d'appel, un état des produits de l'office pendant les cinq dernières années et enfin la présentation du cessionnaire.

Si les résultats de l'enquête à laquelle doivent se livrer les magistrats du Parquet paraissent satisfaisants au ministre de la Justice, celui-ci propose la nomination du cessionnaire au Président de la République.

Le refus d'agrément peut tenir à deux causes : ou bien l'État n'accepte pas le cessionnaire parce qu'il ne lui offre pas les garanties qu'il est en droit d'exiger ou bien il n'approuve pas le traité et

1. Dalloz, 1849.3.62.

impose aux parties l'obligation de le modifier.

Le changement le plus habituel consiste dans la réduction du prix de cession, quand l'administration le juge trop élevé. Il ne faut pas en effet que par suite de l'exagération du prix et des sacrifices pécuniaires qu'il a consentis le cessionnaire soit réduit à l'alternative de courir à la ruine ou d'augmenter par des actes illicites les produits de son office.

Les droits de la chancellerie à cet égard ont toujours été reconnus. Ils ne sauraient être contestés. Il s'agit d'une fonction publique dont l'exercice intéresse l'ordre public. L'intérêt général en pareille matière doit primer l'intérêt privé. Si donc les parties refusent de se conformer à la demande de réduction de prix exprimée par le garde des Sceaux, celui-ci a le droit de refuser son agrément.

L'attention des magistrats du Parquet dans l'enquête à laquelle ils doivent se livrer doit surtout porter sur le point de savoir si le prix porté dans l'acte de cession est véritable. Il peut arriver en effet que les parties cherchent à se soustraire au contrôle de l'État en dissimulant dans des contre-lettres des conditions qu'il n'eût pas acceptées, s'il les eût connues. On sait d'ailleurs que les contre-lettres n'ont aucune valeur même entre les parties contractantes et que le cessionnaire qui a payé

un supplément de prix est endroit de le répéter (1). Le cédant qui a reçu ce supplément de prix ne peut pas opposer la maxime ». In pari consâ turpitudinis potioe est caussi possidentes. On doit le considérer comme plus coupable que le candidat qui a subi les conditions qui lui ont été imposées. Le cédant s'expose même à la destitution pour faute contre la discipline.

Les magistrats du Parquet qui interviennent pour la nomination des candidats aux offices ministériels interviennent également en cas de destitution. La destitution a pour effet de priver l'officier ministériel qui en est frappé du droit de présentation.

Il est pourvu à la nomination d'un titulaire à l'office vacant d'après une procédure spéciale. Le garde des Sceaux transmet le décret de révocation au Procureur général. Celui-ci a pour mission de faire fixer le prix de l'office par le tribunal du lieu sur l'avis de la Chambre de discipline et après une enquête sur la valeur de l'office, c'est le Procureur de la République près le Tribunal dans le ressort duquel l'office était situé qui doit veiller à l'accomplissement de ces formalités.

Nous devons faire remarquer que le décret qui nomme le nouveau titulaire porte que la somme

1. Grenoble, 26 juin 1907, S. 09.2.22.

par lui payée sera versée aux mains de qui de droit, c'est-à-dire aux mains des créanciers de l'officier destitué. Il en résulte que le vendeur de l'office, s'il n'a pas été payé n'a sur cette somme aucun privilège.

Nous ajouterons enfin qu'après l'approbation par le gouvernement du traité de cession et l'apparition du décret nommant le nouveau titulaire de l'office, la mission des magistrats du Parquet n'est pas encore terminée. Ils doivent veiller à ce que les titulaires prêtent le serment exigé par la loi et versent le cautionnement requis.

CHAPITRE II

Exercice de l'action disciplinaire par le ministère public

SECTION I

Caractère de l'action disciplinaire

Avant d'examiner comment et dans quelles conditions s'exerce l'action disciplinaire du Parquet à l'égard des officiers ministériels, il importe de rechercher préalablement quel est le caractère, et quelle est la nature de cette action.

Une controverse à cet égard a existé durant de longues années dans la jurisprudence. D'après les uns, l'action disciplinaire n'était autre chose que l'action publique. Il en résultait que bien que portée devant le tribunal civil elle devait être introduite devant les délais et suivant les formes prescrites par le Code d'instruction criminelle.

« Considérant, dit la Cour de Montpellier (1)
« qu'il faut rechercher quels sont les formes et les

1. Montpellier, 25 décembre 1852, S. 53.2.9.

« délais applicables aux poursuites intentées con-
« tre les notaires en vertu de la loi du 25 ventôse
« an XI et spécialement si l'on doit se conformer
« aux prescriptions du Code de procédure civile
« ou bien à celles du Code d'instruction crimi-
« nelle ; considérant à cet égard que l'article 53 de
« la loi précitée garde un silence absolu sur les
« formes à suivre en cette matière ; que c'est dès
« lors par la nature et l'objet de ces sortes d'ac-
« tions qu'il convient de déterminer les règles de
« procéder qui leur sont applicables ; considérant
« que bien que par une disposition particulière la
« loi ait attribué juridiction aux tribunaux civils,
« il ne s'agit nullement entre le ministère public
« et le notaire inculpé d'une contestation privée
« que l'action intentée a pour but principal et es-
« sentiel la répression des contraventions à une
« loi spéciale par l'application des peines qu'elle
« édicte ; que fondées sur des considérations d'in-
« térêt général, et d'ordre public, la poursuite
« rentre essentiellement dans l'exercice de l'ac-
« tion publique ; qu'il résulte de ces principes que
« l'action dirigée contre un notaire pour contra-
« vention à la loi du 25 ventôse an XI, doit être
« introduite et réglée suivant les formes et les dé-
« lais prescrits par le Code d'instruction crimi-
« nelle, etc... »

D'après les autres, et c'est ainsi que s'était pro-

noncée la Cour suprême par un arrêt du 6 mai 1844 (1), sur le rapport de M. Troplong, l'action disciplinaire devait être considérée comme une action civile.

« Considérant, dit la Cour, que l'action disciplinaire est essentiellement distincte de l'action correctionnelle, que celle-ci tient à l'exercice de la justice répressive, celle-là à l'exercice du pouvoir censorial ; que cette différence se manifeste particulièrement dans la compétence des tribunaux chargés d'y statuer ; que la loi a voulu saisir de l'action disciplinaire les tribunaux civils et non les tribunaux correctionnels parce que la poursuite, en pareil cas a des caractères moins graves et des conséquences moins directes sur l'état et l'honneur des personnes ; que ces règles ressortent avec évidence de la loi du 28 juin 1833 (2) qui, à côté de l'action disciplinaire a expressément réservé l'action criminelle,

1. S. 1844.1.565.

2. L'argument tiré de la loi du 28 juin 1833 n'a pu être invoqué que par analogie. Cette loi est relative à l'instruction primaire. L'article 7 de la dite loi déclare que tout instituteur privé, sur la poursuite d'office du ministère public, pourra être traduit pour cause d'inconduite ou d'immoralité devant le tribunal civil de l'arrondissement et être interdit de l'exercice de sa profession. Le dit article ajoute : « Le tout sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu pour crimes, délits ou contraventions prévus par les lois. »

« correctionnelle ou de simple police, pour les
« cas définis par la loi, crimes, délits ou contra-
« ventions ; que de plus l'article 7 après avoir
« saisi le tribunal civil, ajoute qu'il statuera som-
« mairement, ce qui eut été inutile si la matière
« eut été correctionnelle, la distinction entre les
« matières ordinaires et sommaires n'existant que
« dans les causes civiles... »

La thèse émise par la Cour de cassation dans l'arrêt ci-dessus, fut adoptée en 1874 par la Cour de Toulouse (1). Mais déjà à cette époque, il s'était produit un revirement dans la jurisprudence de la Cour suprême par un arrêt du 5 juillet 1858 (2) rendu sur les conclusions conformes du Procureur général Dupin ; cette haute juridiction a décidé que l'action disciplinaire est une sorte d'action mixte distincte à la fois de l'action publique et de l'action privée. Suivant le langage du Procureur général Dupin « elle n'est ni civile ni criminelle, elle est *sui generis* ».

C'est d'ailleurs de l'avis de la presque unanimité des auteurs la vraie solution, nous la croyons indiscutable pour les raisons suivantes (3). L'ac-

1. Toulouse, 6 juill. 1874. S. 75.2.300.

2. S. 1858.1. 609.

3. Morin, *op cit.*, t. II, n° 645 *bis* ; Lefebvre. *Traité de la discipline notariale*, n° 8. Garsonnet. *Traité de proc. civ.*, t. I, 3^e édit., n° 284.

tion disciplinaire a sans doute des rapports avec l'action publique puisqu'elle a pour but d'assurer l'observation des règles qui président à l'organisation des compagnies d'officiers ministériels et qu'elle peut aboutir à des peines. Mais elle en diffère en ce que comme l'action publique elle ne porte pas sur des faits qualifiés par la loi, crimes, délits ou contraventions. L'action disciplinaire, bien qu'intentée devant les tribunaux civils, diffère également de l'action civile puisqu'elle a pour objet de faire prononcer contre les officiers ministériels non des condamnations pécuniaires, mais uniquement des peines prévues dans les règlements. C'est donc bien une action toute spéciale et qui a par suite son caractère propre.

De ce que l'action disciplinaire n'est ni l'action publique, ni l'action civile, mais une action mixte *sui generis*, il découle plusieurs conséquences intéressantes.

En premier lieu, les juges ne sont assujettis par aucune loi à suivre les formes du Code de procédure ou du Code d'instruction criminelle pour l'instruction des affaires disciplinaires. C'est ainsi notamment que s'ils procèdent à une enquête au sujet des faits qui leur sont déférés, ils ne sont pas astreints aux prescriptions des articles 261 et 413 du Code civil, relatives aux formalités des enquêtes ordinaires ou sommaires, à l'assignation de la par-

tie et à la notification des témoins : il suffit que les droits de la défense aient été sauvegardés.

« Attendu, dit à cet égard un arrêt de la Cour
« suprême du 13 juillet 1909 (1) que les juges
« civils quand ils statuent sur une poursuite dis-
« ciplinaire ne sont pas astreints aux prescriptions
« des articles 261 et 413 du Code de procédure ;
« qu'il suffit que l'officier public inculpé ait été
« mis en état de connaître les témoins et de com-
« battre leurs témoignages, ce qui était d'autant
« plus facile pour le notaire X... qu'il avait eu déjà
« à s'expliquer dans l'information préliminaire sur
« tous les faits à sa charge, relevés avec précision
« dans la citation qui relevait les personnes dont
« les plaintes avaient donné lieu à la poursuite ;
« attendu que dans ces circonstances, l'arrêt atta-
« qué a pu se borner à répondre aux conclusions
« de X... tendant à la nullité de l'enquête faite à
« l'audience ; que toutes les formes protectrices
« des droits de la défense ont été suivies pour
« l'audition des témoins cités devant le Tribunal ;
« qu'en prononçant ainsi, il n'a violé ni les arti-
« cles 261 et 413 du Code de procédure civil, ni
« l'article 17 de la loi du 20 avril 1810, etc... »

Ajoutons qu'à *fortiori*, lorsque l'action disciplinaire est exercée devant la Chambre de disci-

1. Cass. req., 13 juillet 1909. S 1912.1.447.

plines celles-ci ne sont nullement tenues de se conformer, pour l'instruction de la poursuite aux règles du Code de procédure civile.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour suprême du
« 24 juillet 1900 (1), que l'instruction des pour-
« suites disciplinaires n'est assujettie par aucune
« loi, soit aux formes édictées par le Code de pro-
« cédure civile, soit à celles qui sont prescrites
« par le Code d'instruction criminelle, qu'il appar-
« tient au juge saisi de l'action de recourir au
« procédé d'information qui lui paraît le plus pro-
« pre à éclairer sa religion pourvu que les droits
« de la défense soient respectés ; attendu que si
« l'article 77 du décret du 14 juin 1913 (2) confie
« au rapporteur la mission de recueillir des ren-
« seignements sur les faits susceptibles de donner
« lieu à des mesures de discipline contre un huis-
« sier et d'en faire rapport à la Chambre, ce texte
« n'exclut pas le droit pour celle-ci de procéder à
« l'enquête jugée nécessaire ; que loin de compro-
« mettre le droit de la défense, ce mode d'investi-
« gation lui assure au contraire un surcroît de
« garantie, etc... »

En second lieu, de ce que l'action disciplinaire

1. Cass. civ., 24 juillet 1900. S. 1901.1.261. Voir dans le même sens : Cass., 12 janvier 1898. S. 1902.1.239.

2. Décret portant règlement sur l'organisation des huissiers cité ci-dessus.

n'est ni une action publique, ni une action civile et qu'elle a uniquement pour objet un manquement répréhensible à des devoirs d'état et pour but la sanction de ces devoirs, il résulte que les tribunaux saisis disciplinairement sont incompétents pour prononcer contre les officiers ministériels poursuivis, une condamnation à des restitutions ou dommages-intérêts. La jurisprudence de la Cour suprême, ainsi que la doctrine sont unanimes en ce sens :

« Attendu, dit un arrêt de la Cour suprême du
« 7 juillet 1885 (1) que la Cour d'appel de Pondi-
« chéry après avoir prononcé contre M. Laporte
« la peine de l'interdiction pendant six mois et
« après avoir prononcé qu'il n'y avait pas lieu de
« retenir comme chef de conviction le grief de
« l'inculpation disciplinaire relatif à la rétention
« d'une somme de 200 roupies au préjudice de la
« dame Smith a ordonné à M. Laporte de restituer
« à ladite dame la somme par lui induement con-
« servée en ses mains ; attendu qu'en matière dis-
« ciplinaire les tribunaux n'ont pas le pouvoir de
« prononcer contre l'inculpé et au profit de la par-
« tie lésée, une condamnation à des restitutions

1. Cass. civ., 7 juillet 1885. S. 88.1.479. Cass. civ., 24 juillet 1888. S. 88.1.464. En ce sens. Morin, *op. cit.*, n° 667 ; Lefèbvre, *op. cit.*, n° 99. Dutruc. *Manuel de la Responsabilité des officiers ministériels*, n° 374 et suiv.

« civiles ; qu'ils peuvent seulement appliquer les
« peines établies par la loi, etc... »

En outre, de ce que l'action disciplinaire constitue une action distincte de l'action publique et de l'action civile, il s'ensuit qu'elles ont entre elles une indépendance réciproque que l'exercice de l'une ne saurait entraver l'exercice de l'autre. Une jurisprudence constante décide que le fait qui a donné lieu à des poursuites criminelles peut encore servir de base à une action disciplinaire sans que l'inculpé puisse en invoquant la règle *non bis in idem*, trouver dans les premières poursuites une fin de non recevoir à celles qui sont de nouveau dirigées contre lui (1). De même l'acquiescement par la juridiction criminelle ou correctionnelle de l'officier ministériel poursuivi ne fait pas obstacle à ce qu'il soit déféré pour le même fait à la juridiction disciplinaire (2) à plus forte raison l'action disciplinaire ne saurait être paralysée par un arrêt ou une ordonnance de non-lieu, ou par une sentence d'absolution. Un non-lieu n'implique pas en effet qu'il n'y ait point eu manquement aux règles de la discipline, car il est fondé soit sur ce que le fait signalé n'est qualifié crime ou

1. En ce sens, Cass., 21 mai 1851, S., 51.1.412, Morin, *op. cit.*, n° 681, Lefebvre, *op. cit.*, n° 703.

2. En ce sens, Cass., Ch. réun., 30 mai 1832, S. 1833.1.563, Cass., 27 nov. 1838, S. 1838.1.965.

délit par aucune loi, soit sur ce qu'il n'y a pas indices suffisants de culpabilité. Quant à l'absolution, loin d'exclure l'infraction, elle la suppose, puisqu'elle n'intervient qu'après une déclaration affirmative sur le fait et qu'elle se borne à écarter la poursuite criminelle par une exception de droit, telle que l'absence de loi pénale ou la prescription (1).

Disons, toutefois, que la juridiction disciplinaire est tenue de respecter la chose jugée au criminel. Si donc après un acquittement ou un non-lieu devant la justice répressive, une poursuite disciplinaire intervient à raison des faits qui avaient été relevés dans l'accusation, il faut que, dans cette nouvelle poursuite, ces faits soient complètement dégagés de la qualification légale écartée précédemment par la juridiction criminelle qu'en un mot ils soient envisagés sous un autre aspect (2).

Il convient d'ajouter que les décisions émanées des juridictions disciplinaires sont sans influence sur l'action civile ; ainsi la décision qui inflige une peine de discipline à un notaire pour avoir reçu un acte dans lequel il avait un intérêt personnel, n'a pas l'autorité de la chose jugée sur le

1. Cass., 2 août 1848, S. 1848.1.629 ; Morin, *op. cit.*, n° 680.

2. Cass., 21 août 1849, S. 1849.1.620 ; Chambéry, 30 juin 1885, S. 1886.2.101 ; Morin, *op. cit.*, t. II, n° 682.

point de savoir si le même acte doit être annulé à raison de cet intérêt personnel. En conséquence, le juge civil, saisi de la question de la validité de l'acte peut, nonobstant la décision du juge disciplinaire refuser d'en prononcer la nullité (1).

Réciproquement, la décision du tribunal civil n'entrave pas la liberté de la juridiction disciplinaire : l'importance de l'effet moral qui s'attache à une peine disciplinaire ne permet pas que la juridiction chargée de la prononcer soit liée par le jugement d'un tribunal devant lequel ne se débattent en général que des questions d'intérêt pécuniaire.

On admet généralement que l'action pénale ne suspend pas en principe l'exercice de l'action disciplinaire. Cela résulte tout à la fois de l'indépendance respective des deux actions et de l'absence de tout texte prescrivant le sursis dans le cas où elles concourent (2). Néanmoins ce sursis peut, dans certains cas, s'imposer aux juges disciplinaires comme une mesure de convenance et de bonne administration de la justice. Aussi est-il admis qu'il y a lieu de surseoir à l'action disciplinaire jusqu'à l'issue des poursuites criminelles toutes les fois que la décision à intervenir serait

1. Cass., 25 nov. 1856, S. 1857.1.449.

2. Lyon, 27 nov. 1873, S. 1874.2.88.

de nature à préjuger d'une façon quelconque le sort de l'action pénale (1).

« Attendu, dit l'arrêt de Bordeaux, qu'en tra-
« duisant D... disciplinairement devant le tribu-
« nal de Bergerac, le ministère public expliquait
« dans la citation du 3 juin 1902 qu'il n'était pas
« possible de maintenir cet huissier dans ses fonc-
« tions, parce que l'arrêt de la Chambre des Mi-
« ses en accusation avait trouvé dans la procédure
« suivie contre lui des charges suffisantes pour
« le renvoyer en Cour d'assises sous l'inculpation
« de faux et usage de faux ; attendu que la citation
« ne relevait ainsi contre D... aucun fait indépen-
« dant de la poursuite en Cour d'assises ; que c'est
« avec raison que, dans de semblables circonstan-
« ces, le jugement frappé d'appel a sursis à statuer
« jusqu'à l'évacuation de cette poursuite ; qu'on
« ne saurait admettre qu'une décision disciplinaire
« pût créer contre D... un préjugé rendant plus
« difficile la défense devant le Jury ; qu'il est in-
« contestable qu'il en serait ainsi si la Cour affir-
« mait l'existence du faux dont il est accusé et
« qu'il nie énergiquement avoir commis ; qu'elle
« trancherait ainsi implicitement, mais nécessai-
« rement une question réservée au jury, qui ne

1. En ce sens, Pau, 4 janvier 1881, S. 1881.2.80, Bordeaux,
28 juillet 1902, D. 1902.2.187

« comprendrait pas que D... pût être innocent de
« faits qui auraient motivé sa destitution ; que la
« cause ne lui arriverait pas entière comme le veut
« la loi... »

En tous cas, et en admettant qu'elle ne soit pas tenue de surseoir, la justice disciplinaire doit se garder de préjuger, dans sa décision, le caractère légal, au point de vue criminel, des faits qui lui sont déférés. Il a été jugé qu'il y a excès de pouvoirs et usurpation des droits de la justice ordinaire de la part d'un conseil de discipline d'avocats qui, exerçant d'office une poursuite disciplinaire contre un membre du barreau à raison de faits pour lesquels celui-ci est poursuivi correctionnellement procède, au lieu de surseoir, à une information sur ces faits, et rend une décision de relaxe dans laquelle le caractère délictueux des faits est dénié (1).

Il convient de remarquer, en terminant ce que nous avons à dire sur le caractère et la nature de l'action disciplinaire, que, par analogie avec l'action publique, l'action disciplinaire ne peut faire l'objet d'un désistement. Une fois saisie, la juridiction disciplinaire est tenue de statuer. Elle ne

1. Montpellier, 28 janv. 1884, *Avocats d'Avignon*, S. 1885. 2.52 ; Voir aussi, Cass., 9 nov. 1881, même affaire, S. 1884. 1.217.

aurait être dessaisie ni par le désistement de la plainte, ni même par l'abandon que le ministère public ou le syndic ferait de la poursuite (1). Il va sans dire que la faute et la peine étant personnelles l'action disciplinaire s'éteint par la mort de l'officier ministériel inculpé.

SECTION II

Comment et dans quels cas le ministère public exerce-t-il l'action disciplinaire ?

I. — Nous avons déjà dit qu'indépendamment du rôle important qu'il est appelé à jouer dans la nomination des officiers ministériels, le ministère public a le droit, en cas de manquement à leurs devoirs professionnels d'exercer contre eux des poursuites disciplinaires.

Ce pouvoir découle des articles 45 et 46 de la loi du 20 avril 1810, qui, comme on l'a vu plus haut, lui confie la surveillance des officiers ministériels et lui permettent d'agir d'office, même en matière civile, dans les questions qui touchent à l'ordre public. Ce pouvoir résulte au surplus d'un texte formel, l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 dont nous croyons devoir indiquer de nouveau le

1. En ce sens, Cass., 10 nov. (*Gaz. Trib.* du 16 nov.) Morin, *op. cit.*, n° 698 ; Lefebvre, *op. cit.*, n°s 88, 95, 688.

texte : « Toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amendes et dommages-intérêts seront prononcées contre les avoués, huissiers et commissaires-priseurs par le Tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées, ou d'office à la poursuite et diligence du Procureur de la République. »

Ce texte est un peu ambigu. Si on le prenait à la lettre, on pourrait croire que l'action disciplinaire n'appartient pas seulement au ministère public mais qu'elle appartient également aux parties intéressées.

La question s'est posée devant le Tribunal civil de la Seine, qui l'a résolue négativement (1).

« Attendu, dit ce jugement, que Lanjuin, suivant exploit de Trichet en date du 5 avril 1906, « intente, aux termes de la loi du 10 mars 1898, « une action disciplinaire contre X..., huissier au « Tribunal de la Seine, pour avoir procédé sans « droit à des actes de son ministère, en se fondant sur un arrêt de la Cour de Paris, qu'il aurait dénaturé. Sur la recevabilité de l'action « disciplinaire ; attendu que l'exercice de l'action « disciplinaire devant les tribunaux appartient exclusivement au ministère public ; que la loi du

1. Trib. civ. Seine, 26 mai 1906. *Gaz. Palais*, 30 juin 1906 ; V. aussi Cass., 4 fév. 1873, S. 73.1.100.

« 10 mars 1898 qui, dans son texte, semble accor-
« der le même droit aux particuliers, doit s'en-
« tendre en ce sens que le ministère public exer-
« cera l'action publique dans le but d'obtenir la
« répression de l'infraction commise et la partie
« intéressée l'action civile tendant à la réparation
« du préjudice causé ; attendu que les travaux
« préparatoires de ladite loi démontrent en effet
« que le législateur n'a pas entendu innover rela-
« tivement à l'exercice de l'action disciplinaire,
« mais simplement rendre, à tous les officiers mi-
« nistériels, le bénéfice jusque-là réservé aux no-
« taires ; de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an
« XI, dont l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898
« n'est que la reproduction littérale ; attendu qu'il
« suit de là que l'action disciplinaire n'est par re-
« cevable... »

Le ministère public a donc seul le droit, à l'ex-
clusion des particuliers, de mettre l'action disci-
plinaire en mouvement. Il jouit d'ailleurs à cet
égard, de toutes les prérogatives que comporte
l'exercice de l'action publique. L'indivisibilité qui
caractérise l'action du ministère public, lorsqu'il
exerce des poursuites devant les tribunaux repres-
sifs, s'applique également à l'action disciplinaire.
L'officier du Parquet jouit de la même indépen-
dance dans l'exercice de son pouvoir disciplinaire
que dans celui de l'action publique. Il a le droit

d'agir, en dehors de toute plainte des parties intéressées, de même que malgré cette plainte, il lui appartient de s'abstenir. Toute injonction qui lui serait adressée par le Tribunal près duquel il exerce ses fonctions de poursuivre disciplinairement un officier ministériel serait entachée d'excès de pouvoir (1).

Disons toutefois qu'en ce qui concerne l'action disciplinaire comme d'ailleurs pour l'exercice de l'action publique, l'officier du ministère public est sous la dépendance du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Une circulaire de la Chancellerie en date du 4 février 1889 (2) adressée aux Procureurs généraux leur fait notamment les recommandations suivantes : « En ce qui concerne les mesures répressives, il arrive que l'action disciplinaire ou criminelle est engagée soit par vos substituts directement, soit sur vos instructions personnelles, sans que j'ai été informé des faits et circonstances qui ont motivé l'intervention du ministère public. Lorsque cette intervention est nécessaire, il convient que je sois mis à même de vous adresser, s'il y a lieu des instructions ou des observations, sans préjudicier d'ailleurs à l'ouverture immédiate des poursuites en cas d'ur-

1. Voir Cass., 8 oct. 1829, Corpechos, S, et P. chron.

2. *Bulletin du ministère de la Justice*, 1889, p. 7.

gence ou d'infraction flagrante à la discipline. En conséquence, en dehors même des affaires où il sera indispensable de m'en référer, aucune poursuite criminelle ou disciplinaire ne devra à l'avenir être intentée par un de vos substituts contre un officier public ou ministériel, sans que vous m'en avertissiez immédiatement. »

Enfin, dans le but d'être mis à même d'intenter contre les officiers ministériels l'action disciplinaire qui lui appartient, le ministère public est investi par les règlements de certaines prérogatives qui sont d'ailleurs une conséquence de son pouvoir de surveillance. L'article 90 du décret du 14 juin 1813 sur l'organisation des huissiers que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner, lorsque nous avons examiné les attributions des Chambres de discipline des officiers ministériels, est ainsi conçu : « La Chambre sera tenue de représenter à nos Procureurs généraux et impériaux, toutes les fois qu'ils en feront la demande les registres de ses délibérations et tous autres papiers déposés dans ses archives. » Une disposition analogue se retrouve comme nous l'avons vu dans l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui a organisé la Chambre de discipline des notaires. « Toute décision ou délibération, dispose l'article 3 de cette ordonnance, sera inscrite sur un registre coté et paraphé par le Président de la Chambre.

Ce registre sera communiqué au ministère public à sa première réquisition. Le décret du 30 janvier 1890 qui est relatif à la vérification de la comptabilité du notaire par la Chambre de discipline ou leurs délégués contient dans son article 10 les prescriptions suivantes, dont il a déjà été question ci-dessus : « Le Président de la Chambre adresse au Procureur de la République un rapport constatant pour chaque étude les résultats de la vérification et accompagné de son avis motivé. Ces rapports sont transmis au fur et à mesure des vérifications et au plus tard avant le 31 décembre de chaque année. »

Observons en outre qu'une circulaire de la Chancellerie du 16 mai 1852 prescrit la tenue dans chaque Parquet d'un registre destinés spécialement à enregistrer les plaintes portées contre les officiers ministériels avec l'objet de la plainte et le nom du plaignant.

II. — Avant d'examiner dans quels cas s'exerce l'action disciplinaire du ministère public, il importe de rappeler que les officiers ministériels sont soumis dans l'exercice de leur profession, à la double censure de leurs Chambres de discipline et des tribunaux auxquels ils sont attachés. Mais les faits qui sont susceptibles de motiver leur comparution devant l'une ou l'autre de ces deux juridictions,

de même que les sanctions qui peuvent intervenir sont de nature différente.

Alors que les Chambres de discipline, ainsi qu'on l'a expliqué dans le Titre premier, ne sont, aux termes des règlements organiques qui les concernent, appelées à prononcer contre les officiers ministériels que des peines légères ou d'ordre intérieur, telles que le rappel à l'ordre, la censure simple ou avec réprimande, l'interdiction de l'entrée de la Chambre, les manquements les plus graves doivent être soumis aux tribunaux qui seuls ont le droit de frapper les officiers ministériels de la peine de la suspension ou de la destitution. L'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 est formel à cet égard. Il n'y a donc pas à insister sur ce point.

Si donc les faits reprochés à l'officier ministériel incriminé sont assez graves pour entraîner contre lui la suspension ou la destitution, c'est au ministère public qu'il appartient de mettre en mouvement l'action disciplinaire et de le déférer au tribunal compétent pour en connaître. Si au contraire les faits imputés sont assez légers pour qu'il n'y ait lieu de prononcer que des peines de discipline intérieure, c'est ainsi qu'on l'a vu au syndic de la Chambre de discipline qu'il incombe de traduire devant cette juridiction le membre de la corporation (1).

1. Voir en ce sens arrêté du 13 frimaire an IX, art 11 ;

Mais de ce que dans ce dernier cas le ministère public n'a pas l'initiative de la poursuite il ne faudrait pas conclure qu'il soit désarmé. Il est au contraire unanimement admis qu'en vertu du droit de surveillance dont il est investi sur les officiers ministériels, le ministère public a le droit de saisir la Chambre de discipline aux lieu et place du syndic si celui-ci s'abstient d'exercer l'action disciplinaire.

« Ajoutons, dit M. Dalloz (2), qu'aux termes de
« l'article 45 de la loi du 20 avril 1810, la sur-
« veillance des officiers ministériels appartient au
« ministère public, et qu'en conséquence, lors-
« qu'ils enfreignent leurs devoirs, il lui appartient
« soit de les poursuivre devant le tribunal, soit
« de les dénoncer à leur Chambre, suivant que les
« faits rentrent dans la compétence de l'une ou de
« l'autre juridiction. » Le droit qu'a le ministère public de mettre la Chambre de discipline en demeure d'exercer des poursuites disciplinaires contre celui des membres de la corporation qui a failli à ses devoirs professionnels résulte au surplus d'un texte formel. L'article 17 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, concernant le notariat, impose

art. 77 du décret du 14 juin 1813 ; art. 17 de l'ordonnance du 4 janvier 1843.

2. Dalloz. *Répertoire*, v^o *Discipline judiciaire*, n^o 246.

en effet au syndic ainsi qu'on l'a déjà relaté ci-dessus l'obligation de dénoncer à la Chambre les faits relatifs à la discipline soit d'office, soit sur l'invitation du Procureur du Roi, soit sur la provocation des parties intéressées ou d'un des membres de la Chambre. En outre, d'après une circulaire de la Chancellerie, du 1^{er} mars 1890, lorsqu'une plainte est portée contre un notaire si les faits dénoncés n'ont pas une gravité qui appelle immédiatement l'intervention directe du Procureur de la République, celui-ci est tenu de communiquer cette plainte au Président de la Chambre de discipline en l'invitant à faire une enquête officieuse. Bien que des textes semblables n'existent pas dans les règlements qui se rapportent aux Chambres de discipline autres que celles des notaires, on ne saurait douter que le ministère public ne jouisse des mêmes prérogatives à l'égard des avoués, des huissiers ou des commissaires-pri-seurs.

Mais le droit du ministère public ne va pas jusqu'à intervenir dans les délibérations des Chambres de discipline. Il les saisit, surveille l'exercice de leur pouvoir disciplinaire et l'exécution de leurs décisions, mais n'y prend aucune part par voie de réquisition.

Réciproquement, le ministère public poursuivant disciplinairement devant le tribunal un offi-

cier ministériel pour un fait qu'il estime assez grave pour mériter la suspension ou la destitution n'est pas tenu de demander l'avis de la Chambre de discipline. C'est là une conséquence du principe de l'indépendance respective des deux juridictions.

Deux arrêts de la Cour suprême du 14 janvier 1890 et 19 janvier 1909 (1) se sont formellement prononcés en ce sens.

L'arrêt de la Cour d'Angers, cassé par l'arrêt de la Cour suprême du 14 janvier 1890, s'était fondé pour décider le contraire, sur les dispositions des articles 15 et 16 de l'ordonnance du 4 janvier 1843. Ces articles portent qu'au cas où les faits déférés à la Chambre de discipline sont assez graves pour mériter la suspension ou la destitution du notaire inculqué, la Chambre est tenue de s'adjoindre par la voie du sort d'autres notaires de l'arrondissement et qu'ainsi composée elle doit émettre un avis qui, s'il est affirmatif est, communiqué au Procureur de la République. La Cour de cassation a décidé avec raison que la disposition de l'article 15 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 n'infirme en rien le droit du ministère public, de saisir le tribunal civil directement et sans demander l'avis préalable de la Chambre des infractions prévues en l'article 12 de l'ordonnance et en général de tous les faits constituant

des fautes disciplinaires, s'il estime que les peines de discipline intérieure sont insuffisantes pour la répression de ces fautes.

Cette jurisprudence a été maintenue par la Cour suprême dans son arrêt du 19 janvier 1909. Elle a annulé pour excès de pouvoir une délibération prise par une Chambre de discipline au cours d'une poursuite dont le tribunal avait été saisi directement par le Procureur de la République.

« Attendu, dit cet arrêt, qu'il n'appartenait pas
« à la Chambre de discipline de s'immiscer dans
« une poursuite dont le tribunal était saisi par le
« ministère public et d'émettre un avis sur des
« faits que le tribunal était appelé à apprécier au
« point de vue disciplinaire ; que la délibération
« prise dans ces circonstances par la Chambre
« de discipline des notaires de l'arrondissement
« de Saint-Flour est entachée d'excès de pou-
« voir et doit être annulée dans l'intérêt de la
« loi... »

Remarquons d'ailleurs que le ministère public jouit en cette matière d'une telle indépendance, son droit d'exercer l'action disciplinaire est si distinct de celui qui appartient à la Chambre de discipline que l'application d'une simple peine de discipline intérieure par une Chambre syndicale n'arrêterait pas son action devant les tribunaux à

raison du même fait pour faire prononcer une peine plus forte (1).

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de Pau, du
« 10 janvier 1835, que les droits attribués à la
« Chambre de discipline des notaires sur ses mem-
« bres sont distincts de l'action attribuée par la
« loi au ministère public à l'occasion des prévari-
« cations qui leur seraient imputées ; que les pei-
« nes sont de nature différente par leur caractère
« et par leur étendue ; au premier cas il ne s'agit
« que de moyens ou de dispositions de discipline
« intérieurs restreints dans leurs effets au main-
« tien de l'honneur du corps des notaires, tandis
« que les autres ont à la fois pour but la vindicte
« publique et la réparation des dommages causés ;
« qu'ainsi ce ne peut être le cas de s'arrêter à la
« fin de non-recevoir accueillie par les premiers
« juges... »

III. — En supposant toujours le cas où les griefs reprochés à l'officier ministériel ne sont pas suffisants pour qu'il soit frappé de suspension ou de destitution, une question s'est depuis longtemps posée en jurisprudence et en doctrine, celle de sa-

1. En ce sens, Nancy, 30 mai 1834 et Pau, 10 janvier 1835, *P. Chr.*, t. XXVI ; Robert et Delacourtie, *op. cit.*, n° 137, Boulet, *op. cit.*, n° 688 ; *Rép. gén. alph. du Droit Français*, v° *Chose jugée*, n° 1338.

voir si le ministère public a le droit d'en saisir directement le tribunal. En un mot, le Tribunal a-t-il en matière disciplinaire la plénitude de juridiction ?

D'après la presque unanimité des auteurs, on doit répondre affirmativement à cette question, lorsqu'après avoir été invitée par le ministère public à mettre l'action disciplinaire en mouvement, la Chambre de discipline compétente s'abstenait ou refusait de le faire. On ne saurait admettre que l'action disciplinaire qui présente un intérêt d'ordre public soit paralysée par le mauvais vouloir des corporations d'officiers ministériels.

M. Dalloz (1) s'exprime ainsi sur cette question : « Nous avons dit ci-dessus que les Cours
« d'appel pouvaient exercer les droits de discipline attribués aux tribunaux de première instance sur leurs propres membres ainsi que sur
« les juges de paix et sur les juges de police du
« ressort lorsque les tribunaux avaient négligé de
« les exercer. Et cela résulte en effet des termes
« mêmes de l'article 54 de la loi du 20 avril 1810.
« Le législateur ne s'est pas expliqué sur ce point
« à l'égard des autres corporations dépendant du

1. Dalloz. *Rép.*, v^o *Discipline judiciaire*, n^o 69 ; Morin, *op. cit.*, t. II, n^o 723 ; Lefebvre, *op. cit.*, n^o 27 ; Delacourtie et Robert, n^o 135 ; Boulet, *op. cit.*, n^o 573.

« pouvoir judiciaire, mais nous pensons que la
« disposition de l'article 54 précité doit leur être
« appliquée par analogie et qu'ainsi on doit poser
« en règle générale que les juridictions supérieu-
« res peuvent être saisies directement *omisso*
« *medio*, toutes les fois que les juridictions de
« discipline intérieure, telles que les conseils de
« discipline d'avocats, les Chambres syndicales de
« notaires, d'avoués, huissiers et autres officiers
« ministériels ont négligé ou refusé de prononcer.
« On objecterait en vain que la disposition de
« l'article 54 ne saurait être étendue d'un cas à
« un autre : 1° en ce qu'elle est une exception aux
« règles ordinaires de l'organisation des tribu-
« naux ; 2° en ce que, si le législateur avait voulu
« étendre cette disposition aux autres cas, il s'en
« serait formellement expliqué. A cela nous répon-
« dons qu'on est ici dans une matière spéciale
« que la loi est silencieuse et que c'est le cas de
« suppléer à son silence par l'interprétation puisée
« dans une loi de même nature, plutôt que dans
« des lois établies pour des matières qui n'ont
« aucune analogie avec celle-ci... »

Le refus par les Chambres de discipline de dé-
férer à l'invitation du Parquet, lorsque celui-ci
leur demande d'exercer contre un de leurs mem-
bres des poursuites disciplinaires est extrêmement
rare. Aussi, la jurisprudence ne présente que très

peu d'espèces relatives à cette question. Toutefois, plusieurs arrêts de la Cour suprême, un arrêt du 16 juin 1836 et un autre du 23 décembre 1839 rapportés tous deux au *Répertoire* de Dalloz, v^o *Notaire*, ont jugé que les tribunaux civils sont compétents pour prononcer contre un notaire sur la réquisition du ministère public de simples peines de discipline intérieure, lorsque la Chambre de discipline a omis ou refusé de les prononcer.

Mais d'après l'opinion de M. Lefebvre à laquelle nous adhérons pleinement (1), on ne devrait pas considérer comme un refus de prononcer une peine, ayant pour effet de transporter le pouvoir disciplinaire au tribunal, la décision d'une Chambre qui, appréciant la conduite de l'inculpé, déclarerait qu'il n'a commis aucune infraction ou le renverrait de la poursuite.

Hormis le cas où la Chambre refuserait ou s'abstiendrait d'exercer l'action disciplinaire, malgré l'invitation qu'il lui aurait adressée à cet effet, le ministère public ne saurait déférer au tribunal des faits à raison desquels il ne réclamerait contre l'officier ministériel incriminé que des peines rentrant dans la discipline intérieure. Le Tribunal qui serait saisi de la poursuite serait tenu de se dessaisir. On doit considérer en effet comme certain

1. Lefebvre, *op. cit.*, t. I^{er}, n^o 27.

le principe d'après lequel les Chambres de discipline sont exclusivement compétentes pour prononcer contre leurs membres les peines autres que la suspension ou la destitution.

Il en serait autrement toutefois si les faits à raison desquels le ministère public aurait requis dans la citation la suspension ou la destitution perdaient au cours des débats le caractère de gravité dont ils étaient originairement revêtus, et ne paraissaient plus suffisants, pour mériter la répression demandée.

Malgré l'opinion d'un certain nombre d'auteurs, la jurisprudence des cours et tribunaux et en particulier de la Cour suprême (1) est absolument fixée en ce sens que, dans ce cas, le tribunal est compétent pour appliquer les peines de discipline intérieure telles que le rappel à l'ordre, la censure, etc...

Il importe de faire connaître le motif sur lequel se fonde la Cour suprême pour statuer ainsi :

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de cassation, « du 12 janvier 1887, que le fait motivant la pour-
« suite, avait paru au ministère public punissable

1. En ce sens Cass., 8 avril 1845, S. 1845.1.897; Cass., 20 nov. 1848, S. 1849.1.103; Cass., 12 janv. 1887, S. 1887.1.73; Cass., 14 janvier 1890, S. 1890.1.449; Morin, *op. cit.*, n° 413; Boulet, *op. cit.*, n° 574, *Contra* Lefebvre, *op. cit.*, n° 22.

« de peines qui pouvaient s'élever jusqu'à la sus-
« pension, et que la partie publique avait précisé-
« ment poursuivi dans sa citation et dans ses ré-
« quisitions l'application de cette peine ; qu'une
« pareille demande était de la compétence du Tri-
« bunal de première instance ; qu'à la vérité le tribu-
« nal et après lui la Cour d'appel, prenant en con-
« sidération dans une certaine mesure les moyens
« de défense du notaire poursuivi disciplinaire-
« ment, ont appliqué à ce notaire à raison du fait
« dénoncé par le ministère public une peine moin-
« dre que celle qui était requise, et qui, dès lors,
« ainsi réduite, aurait pu être prononcée par une
« Chambre de discipline, mais que cette atténua-
« tion dans l'application de la peine ne modifiait
« en rien la compétence du tribunal, investi ré-
« gulièrement du fait dont la connaissance lui
« avait été déférée et qui était à apprécier, tel qu'il
« était indiqué, précisé et qualifié par la citation... »

Le même principe a été affirmé par la Cour su-
prême, dans des termes à peu près identiques,
dans son arrêt du 14 janvier 1890.

Nous signalerons au surplus un arrêt de la Cour
suprême du 21 juillet 1913 (1) dans lequel cette
haute juridiction, sans répudier le principe que
nous venons d'énoncer, tranche une question qui

1. *Gazette des Tribunaux*, numéro du 1^{er} août 1913.

ne paraît pas avoir été solutionnée jusqu'ici. Elle décide sinon expressément, tout au moins implicitement, que le tribunal est compétent pour prononcer une peine de discipline intérieure même lorsque le ministère public dans la citation se borne à requérir l'application de cette peine, à l'exclusion de la suspension ou de la destitution, s'il résulte des faits que la peine de discipline intérieure requise contre l'officier ministériel inculpé n'a pu être prononcée par la Chambre de discipline à raison de l'impossibilité dans laquelle s'est trouvée cette Chambre de se constituer régulièrement.

La Cour suprême semble décider enfin, contrairement à l'opinion contraire émise par la Cour d'appel de Pau, que le tribunal civil est incompétent pour prononcer une peine de discipline intérieure lorsque cette peine est requise par l'officier du ministère public dans la citation, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que le fait a été qualifié d'infraction aux lois et règlements ou faute professionnelle.

Il nous paraît utile de citer en entier les motifs invoqués par la Cour suprême dans sa décision :

« La Cour,

« Sur le premier moyen du pourvoi, envisagé
« dans sa première branche. Vul'article 1^{er} de la loi

« du 10 mars 1898 et de l'arrêté du 13 frimaire
« an IX ;

« En droit : Attendu que le ministère public ne
« peut citer un avoué devant le tribunal civil,
« lorsque le fait imputé lui semble seulement pas-
« sible d'une peine de discipline intérieure ;

« Attendu, en effet, que si aux termes de l'arti-
« cle 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 toutes suspen-
« sions, destitutions, condamnations d'amendes
« et de dommages-intérêts sont prononcées contre
« les avoués par le tribunal de leur résidence, l'ap-
« plication des peines de discipline intérieure énu-
« mérées en l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire
« an IX, rentre dans les attributions exclusives des
« Chambres des avoués, organisées par les arti-
« cles 1 à 7 dudit arrêté ;

« Attendu, il est vrai, que les tribunaux, valable-
« ment saisis par des réquisitions du ministère
« public, qui tendent à faire prononcer contre
« l'avoué inculpé une des pénalités visées en l'ar-
« ticle 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 peuvent lors-
« que les débats ont eu pour résultat d'atténuer
« la gravité des faits incriminés appliquer seule-
« ment une des sanctions établies par l'article 8
« de l'arrêté du 18 frimaire an IX ; Mais qu'ils
« doivent se déclarer incompétents, soit sur les
« conclusions de l'inculpé, soit même d'office,
« quand la citation introductive de l'instance dis-

« ciplinaire ne requiert que l'une de ces dernières
« peines, sans qu'il y ait lieu de distinguer sui-
« vant que le grief a été qualifié d'infraction aux
« lois et règlements ou faute professionnelle ;
« qu'en cette matière, les faits susceptibles d'en-
« courir des peines de différents degrés ne sau-
« raient être délimités de façon absolue, parce
« qu'ils peuvent varier à l'infini, et emprunter à
« certaines circonstances une gravité qu'ils n'au-
« raient pas dans d'autres ;

« Attendu, toutefois, qu'il en serait autrement
« si la Chambre de discipline, régulièrement sai-
« sie de la poursuite, n'avait pas statué ; soit par
« refus ou négligence, soit par impossibilité de se
« constituer ; Que dans ces divers cas, le tribu-
« nal, qui n'est compétent, en principe que pour
« appliquer la suspension, la destitution ou
« l'amende, le serait aussi pour appliquer aux lieu
« et place de la Chambre, les peines les plus légè-
« res, qui ressortissent à celle-ci ;

« En fait : Attendu que l'avoué X... a été cité
« devant le tribunal civil de Pau, à la requête du
« Procureur de la République, sous l'inculpation
« d'avoir enfreint l'article 1597 du Code civil, qui
« défend aux avoués de se rendre cessionnaires de
« droits litigieux, et pour s'entendre condamner
« à la peine du rappel à l'ordre ;

« Attendu que le Tribunal a prononcé la peine

« requise, après avoir constaté qu'il n'avait été
« saisi que par suite de l'impossibilité alléguée
« par la Chambre de discipline de délibérer vala-
« blement, et de la transmission officielle des pié-
« ces au Parquet du Procureur de la République ;

« Mais attendu que l'arrêt attaqué n'a pas adopté
« les motifs des premiers juges ; qu'il a déclaré
« n'y avoir lieu de rechercher si la Chambre de
« discipline avait ou n'avait pas pu se constituer,
« et qu'il a affirmé la compétence du tribunal en
« se fondant sur ce que les termes de l'exploit de
« citation démontraient que le Procureur de la
« République avait entendu poursuivre, non une
« infraction à la discipline intérieure, mais une
« contravention à la loi, et sur ce qu'il importait
« peu qu'il ait déclaré requérir contre X... la
« peine du rappel à l'ordre, cette réquisition ne
« liant pas le juge ;

« Attendu qu'en statuant ainsi, sans examiner
« les circonstances qui avaient empêché la Cham-
« bre de discipline de se prononcer sur la plainte,
« dont elle avait été originairement saisie, l'arrêt
« attaqué n'a pas légalement justifié sa décision
« et a violé les textes ci-dessus visés... »

IV. — Il nous paraît nécessaire d'élucider en terminant deux points qui se rattachent incontestablement à la question que nous étudions en ce moment : celle de savoir comment et dans quels

cas le ministère public peut exercer l'action disciplinaire.

On s'est demandé tout d'abord si les membres des corps judiciaires ou des corporations d'officiers ministériels ne peuvent être poursuivis qu'individuellement ou bien si l'action disciplinaire peut être exercée contre un corps judiciaire, une Chambre syndicale ou une corporation considérés *ut corpus* prise dans son ensemble.

La question est résolue affirmativement par les auteurs. M. Dalloz (1) s'exprime notamment ainsi :
« ... Le sénatus-consulte du 16 thermidor an X
« donne à la Cour de cassation la surveillance sur
« les Cours et tribunaux ; mais ce n'est point là
« l'action disciplinaire elle-même. Cependant, si
« un tribunal réuni prend une délibération offen-
« sante pour un autre corps, si un conseil d'avo-
« cats, une Chambre de discipline ou une assem-
« blée générale de notaires, prennent en corps des
« décisions contraires à l'ordre public, à l'honneur,
« à la dignité professionnelle, aucune répression
« ne pourra-t-elle les atteindre ? La doctrine et la
« jurisprudence se sont fixées après controverses
« en ce sens que les actes émanés du Conseil de
« discipline, d'avocats et des Chambres de disci-

1. Dalloz, *Rép. supp.*, v° *Discipline judiciaire*, n° 34 ; Le-
febvre, *op. cit.*, t. I^{er}, n° 64 et suiv.

« pline de notaires peuvent être l'objet de poursuites
« disciplinaires devant les tribunaux compétents. »
L'auteur examine ensuite si les corps judiciaires
peuvent aussi être poursuivis collectivement, et il
conclut ainsi : « Il faut donc admettre que la faute
« disciplinaire d'un corps judiciaire donne lieu à
« une poursuite collective. L'action sera portée
« devant le Conseil supérieur de la magistrature,
« devant lequel sera cité le président de ce corps
« comme étant son représentant légal, et qui pro-
« noncera, s'il y a lieu, les peines, qui, par leur
« nature, peuvent être appliquées à un être col-
« lectif, comme la réprimande ou la censure... »

En ce qui concerne les Chambres de discipline
des communautés d'officiers ministériels la ques-
tion ne saurait en tous cas être douteuse, toute in-
certitude a disparu en ce qui touche les notaires
depuis le décret du 30 janvier 1890 dont nous avons
relaté les principales dispositions dans la première
partie de ce travail. En cas de manquements gra-
ves à leurs devoirs, notamment à ceux qui décou-
lent pour elles des prescriptions de l'article 8 de
ce décret, relatives à la surveillance et au contrôle
de la comptabilité notariale ces Chambres peuvent
être suspendues ou dissoutes par arrêté du garde
des Sceaux après avis de la première Chambre de
la Cour d'appel délibérant en Chambre du conseil.
Ces droits de suspension et de dissolution ne por-

tent d'ailleurs aucune atteinte au droit qu'a le Parquet de provoquer l'annulation, par les voies légales des délibérations contraires aux lois (1).

Enfin, il convient de rechercher si l'action disciplinaire du ministère public est soumise à la prescription. La doctrine et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que l'action disciplinaire n'est pas prescriptible. En effet, c'est dans l'intérêt du corps afin de sauvegarder sa dignité et sa considération que cette action a été instituée ; c'est aussi dans l'intérêt des tiers et pour que le fonctionnaire ou l'officier public auquel ils doivent s'adresser mérite toujours leur confiance. Or, à quelque époque que remonte le fait incriminé la flétrissure persiste. On ne prescrit pas, a-t-on dit, contre les règles de l'honneur (2).

SECTION III

Du cas où la poursuite disciplinaire doit être exercée contre un officier ministériel attache à une juridiction autre que celle du premier degré.

Ainsi qu'on l'a vu, l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 dispose que « toutes suspensions,

1. En ce sens, Boulet, *op. cit.*, n° 581, 667 et 668.

2. En ce sens, Cass., 9 nov. 1852, S. 1853.1.609 ; Morin, *op. cit.* n° 655 et 656 ; Dutruc, *op. cit.*, n° 398 ; Lefebvre, *op. cit.*, n° 686 ; Boulet, *op. cit.*, n° 687.

destitutions, condamnations d'amende et dommages-intérêts seront prononcées contre les avoués, huissiers et commissaires-priseurs par le tribunal civil de leur résidence... » Cet article ajoute « que ces jugements, c'est-à-dire ceux rendus contre les officiers ministériels désignés ci-dessus seront sujets à appel et exécutoires par provision excepté quant aux condamnations pécuniaires. »

I. — En présence de ce texte, un doute naît immédiatement dans l'esprit. On peut se demander en effet notamment si les avoués qui exercent leurs fonctions près d'une Cour d'appel, près d'un tribunal du second degré, sont soumis, en ce qui concerne la compétence, aux dispositions de cet article.

Ainsi que l'a déclaré dans son rapport le rapporteur à la Chambre des députés de la loi du 10 mars 1898, M. Orsat, c'est le tribunal qui a investi l'avoué de ses fonctions qui doit être compétent pour lui retirer l'investiture. Or, comme c'est le Parquet de la Cour d'appel qui instruit les demandes de nomination des avoués près cette Cour, comme c'est la Cour d'appel qui est appelée à donner son avis sur cette nomination, comme les avoués attachés à un tribunal de second degré prêtent serment devant cette juridiction, il semble bien qu'un avoué qui exerce ses fonctions près

d'une Cour d'appel ne puisse être suspendu ou destitué que par une décision de cette Cour.

On peut ajouter encore dans le sens de l'affirmative qu'il paraît inadmissible qu'une juridiction d'un ordre inférieur puisse exercer son contrôle à l'égard d'officiers ministériels remplissant leurs fonctions près d'un tribunal qui occupe dans la hiérarchie un rang plus élevé.

Cependant, plusieurs raisons militent en faveur de la compétence du tribunal. D'abord le texte de l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 emploie un terme générique qui englobe les avoués d'appel aussi bien que les avoués de première instance. Il déclare que toutes suspensions ou destitutions seront prononcées contre les avoués, par le tribunal civil de leur résidence.

La seconde raison — et c'est assurément la plus probante — est tirée de ce que les décisions qui prononcent contre les avoués la peine de la suspension et de la destitution ont été expressément déclarées susceptibles d'appel par l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898. Or cette disposition à laquelle le législateur a attaché d'autant plus d'importance que dans la législation antérieure les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire n'étaient pas susceptibles d'appel, cette disposition — disons-nous — serait enlevée aux avoués d'appel, si la Cour à laquelle ils sont

attachés avait compétence pour prononcer leur suspension ou leur destitution.

La question, à notre connaissance du moins, n'a pas encore été tranchée en jurisprudence. En tous cas, bien entendu, le doute ne saurait exister en ce qui concerne les fautes de discipline commises à l'audience de la Cour par les avoués d'appel. C'est bien aux magistrats envers lesquels ces fautes ont été commises fussent-ils du second degré, qu'il appartient de les réprimer.

II. — Mais si on peut admettre que les avoués d'appel sont soumis au point de vue disciplinaire et pour des fautes commises en dehors de l'audience à la compétence du tribunal civil de leur résidence il n'en saurait être ainsi — à notre avis du moins — des avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'État qui sont — comme on l'a vu — des officiers ministériels.

Il y a tout d'abord pour la négative un argument qui paraît tout à fait décisif. L'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898, dans la nomenclature qu'il donne des officiers ministériels que le tribunal civil de leur résidence aura compétence pour juger au point de vue disciplinaire, passe complètement sous silence les avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'État ? Il faut donc en conclure que

ces officiers ministériels sont restés sous l'empire de l'ancienne législation.

Or, l'article 13 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 relative à l'organisation de l'Ordre des Avocats à la Cour de cassation renferme la disposition suivante que nous avons déjà fait connaître et que nous croyons devoir répéter ici :
 « Le Conseil prononce définitivement lorsqu'il s'a-
 « git de police et de discipline intérieure, il émet
 « seulement son avis dans tous les autres cas. Cet
 « avis est soumis à l'homologation de notre garde
 « des Sceaux quand les faits ont rapport aux fonc-
 « tions d'avocat, aux conseils et à l'homologation
 « de la Cour lorsqu'il s'agit de faits relatifs aux
 « fonctions des avocats près la Cour de cassation.
 « Ces décisions ne sont pas susceptibles d'appel. »

Il résulte bien de ce texte qu'en cas de faute susceptible d'entraîner la peine de la suspension ou de la destitution, c'est, suivant les cas, la Cour de cassation ou le garde des Sceaux qui aurait compétence pour frapper de ces pénalités celui des membres de l'Ordre qui s'en serait rendu coupable.

La Cour suprême a fait à plusieurs reprises l'application de cette règle. Par un arrêt du 4 août 1874 (1) rendu toutes Chambres réunies, elle a dé-

1. S. 1875.1.31. *Sic* Marin, *op. cit.*, t. I^{er}, n° 184.

cidé en principe que les faits se rattachant aux fonctions des avocats à la Cour de cassation et d'où résulterait un préjudice pour les tiers sont compris parmi les faits relatifs aux fonctions de ces avocats, pour l'appréciation desquels la Cour de cassation est seule compétente.

Cet arrêt a statué, il est vrai, sur une question de responsabilité civile à l'égard d'un tiers, mais il en devrait être ainsi à *foriori*, en cas de poursuite disciplinaire exercée par le ministère public si donc un avocat à la Cour de cassation se rendait coupable de faits assez graves pour mériter la suspension ou la destitution, c'est au Procureur général près cette haute juridiction qu'il appartiendrait de le déférer à la Cour suprême jugeant disciplinairement.

CONCLUSION

En résumé, la surveillance des officiers ministériels par le ministère public, telle qu'elle est organisée par les lois et par les règlements existants, nous paraît présenter toutes les garanties que les justiciables sont en droit d'attendre de la vigilance des pouvoirs publics. Le pouvoir qu'a le représentant de la société d'intervenir soit directement, soit par voie de pression sur les Chambres de discipline chaque fois qu'un officier ministériel s'écarte de ses devoirs, a sur la discipline une influence indéniable.

D'autre part, la loi du 10 mars 1898, en enlevant au pouvoir exécutif le droit de destitution dont il jouissait sous la législation précédente, a donné aux diverses corporations d'officiers ministériels une garantie dont bénéficiaient seuls les notaires et qui est très appréciable. La loi du 10 mars 1898 a ainsi soustrait les officiers ministériels aux dangers toujours possibles des destitutions arbitraires, nous croyons que cette loi, qui a d'ailleurs depuis

longtemps fait ses preuves a été très bien accueillie à ce point de vue par les diverses communautés d'officiers ministériels. Il en est de même de la disposition qui a déclaré susceptible d'appel toutes les décisions rendues en matière disciplinaire. Mais il serait à désirer, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, qu'un texte plus précis levât tous les doutes en ce qui concerne la compétence du tribunal chargé de statuer disciplinairement contre les officiers ministériels, quelle que soit la juridiction près de laquelle ils exercent leurs fonctions.

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu : le Président de la thèse
CARPENTIER

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

TITRE PREMIER

Considérations générales sur la discipline des officiers ministériels

CHAPITRE PREMIER. — <i>Définition du mot « officier ministériel » des officiers ministériels reconnus par la loi.</i> <i>Section I.</i> — Qu'entend-on par officiers ministériels <i>Section II.</i> — Des divers officiers ministériels reconnus par la loi	9 9 11
CHAPITRE II. — <i>Des attributions et de l'organisation au point de vue disciplinaire des diverses corporations d'officiers ministériels.</i> A. — Avocats à la Cour de cassation. B. — Avoués. C. — Huissiers. D. — Notaires E. — Commissaires-priseurs. F. — Agents de change G. — Courtiers.	15 16 17 18 19 23 25 27

CHAPITRE III. — <i>Nécessité de la discipline chez les officiers ministériels.</i>	30
§ 1. — <i>Faits auxquels elle s'applique.</i>	30
§ 2. — <i>Faits tombant sous la juridiction disciplinaire.</i>	41

TITRE II

Rôle et attributions du ministère public en ce qui touche la discipline des officiers ministériels

CHAPITRE PREMIER. — <i>Intervention du ministère public quant à la nomination des officiers ministériels</i>	47
CHAPITRE II. — <i>Exercice de l'action disciplinaire par le ministère public</i>	55
Section I. — <i>Caractère de l'action disciplinaire. Indépendance de l'action disciplinaire de l'action criminelle</i>	55
Section II. — <i>Comment et dans quels cas le ministère public exerce-t-il l'action disciplinaire.</i>	68
§ 1. — <i>Quelles sont les peines disciplinaires.</i>	68
§ 2. — <i>Compétence pour l'application des peines, des Chambres de discipline et du tribunal</i>	73
§ 3. — <i>Compétence du tribunal pour l'application des peines pouvant être infligées par les Chambres de discipline</i>	79
§ 4. — <i>Les peines disciplinaires peuvent-elles être appliquées à un corps judiciaire à une Chambre de discipline.</i>	88
§ 5. — <i>Imprescriptibilité de l'action disciplinaire</i>	91

<i>Section III.</i> — Du cas où la poursuite disciplinaire doit être exercée contre un officier ministériel attaché à une juridiction autre que celle du premier degré	91
§ 1. — <i>Quid</i> pour les avoués à la Cour ? . . .	92
§ 2. — <i>Quid</i> pour les avocats à la Cour de cas- sation ?	94
CONCLUSIONS	97

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN

